

Libération

**PRÉSIDENTIELLE
AMÉRICAINE**
Bob Kennedy
veut aller
au bout

PAGES 10-11

EURO DE FOOT
Didier
Deschamps
veut aller
au but

PAGES 18-19

CONTRE LE RN

AUX TRACTS CITOYENS !

Manifester, tracter, placarder, faire du porte-à-porte, s'organiser entre assos, syndicats, voisins... L'heure est à la mobilisation tous azimuts pour la société civile face au spectre de l'extrême droite. PAGES 2-6

Lors de la marche féministe contre le RN organisée à Paris, dimanche. PHOTO CAMILLE COUAT

Libération

(PUBLICITÉ)

**«Erik Orsenna dresse un portrait
cinglant de Vincent Bolloré.»**

Ouest-France



folio



EDITORIAL

Par
DOV ALFON

Salutaire

Sur les huit syndicats principaux qui veillent aux droits sociaux de notre pays, cinq ont déjà annoncé leur engagement à faire barrage à un possible gouvernement d'extrême droite. Mobilisation salutaire, car comme le rappelle Julie Ferrua de l'Union syndicale Solidaires, «toutes les discriminations qui ont lieu dans la société se répercutent sur les lieux de travail». La CGT est même allée plus loin, et pour la première fois de son histoire a publié une consigne de vote en faveur du Nouveau Front populaire (NFP), comme son programme «est celui qui répond le mieux aux attentes et aspirations des travailleuses et des travailleurs». Les trois syndicats restants ne sont pas neutres pour autant, comme en témoigne l'insistance de Force ouvrière à réaffirmer la semaine dernière son rejet «de toute forme de racisme, de xénophobie, d'antisémitisme et de rejet de l'autre».

Traduction : votez tout ce qui permettrait de faire barrage au Rassemblement national (RN) de Jordan Bardella. Tous les témoins sont au rouge : «Ceux qui auparavant se cachaient de voter RN l'assument maintenant, et ceux qui assumaient d'être contre le RN se cachent», nous confie un délégué syndical. L'heure est grave et pourtant, si les intentions de vote reflètent une hausse de la participation, projetée à 63%, la mobilisation est encore loin de ce qu'elle devrait être, ou même de ce qu'elle était en 1993 (69%) ou 1997 (72%). C'est bien pour cela que dans les sept jours restants, l'engagement de la société civile, via des milliers d'associations locales et leurs millions d'adhérents, d'Attac à la CFDT, pourrait se révéler décisif. Secouristes, libraires, militants, restaurateurs, vétérinaires, commerçants ou simplement figures de quartier, notre enquête suit ces engagés du quotidien, qui se sont constitués rempart contre la fin annoncée des libertés individuelles et de l'égalité des droits. Cécile Duflot, directrice générale d'Oxfam, l'admet : «Tous ceux qui connaissent un peu le fonctionnement associatif savent que c'est un petit miracle.» En attendant le grand, ➤

MOBILISATION Société civile contre adversaire si vil

Des librairies aux Ehpad en passant par les assemblées générales d'associations, nombre de personnes s'organisent à leur niveau pour tenter d'empêcher l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir. Et travaillent notamment à déconstruire le discours du RN.

Par
MARIE PIQUEMAL

Il se sont passé le mot, via Instagram : partout en France, des libraires de quartier mettent à dispo leur réserve pour stocker banderoles et pancartes entre deux manifs. En mode base arrière. A Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), Rania Daki, 21 ans, a donné l'impulsion pour un porte-à-porte géant afin de convaincre les jeunes de son âge d'aller voter. «Nous avons grandi là, on sait leurs galères. A nous, ils ne fermeront peut-être pas la porte.» Elle précise être «transfuge» : famille d'immigrés, enfance en banlieue mais lycéenne parisienne prestigieuse. «J'ai les codes des deux mondes.» Pendant ce temps, dans sa maison de retraite de Sucey-en-Brie (Val-de-Marne), Philippe Wendler, 87 ans d'optimisme, peaufine son article pour mobiliser les troupes. «Notre revue trimestrielle sera distribuée la veille du premier tour. Ça tombe à pic.» Président du collectif Citoyennage, portant la voix

des plus âgés, il aimerait l'ouverture de bureaux de vote dans les Ehpad publics. «Ça changerait des écoles ! Et cela amènerait du passage dans nos établissements. Les résidents se sentiraient moins isolés et peut-être qu'ils arrêteraient de dire : "Voter, ce n'est pas pour moi." C'est mon combat.»

«C'EST UN PETIT MIRACLE»

Et si, dans le brouillard ambiant, le seul rempart possible contre l'extrême droite était entre leurs mains ? Ces figures de quartier ou du village, respectées de tous, via leur métier ou leur engagement associatif. Qu'ils soient secouristes à la Croix-Rouge, président du club Nature et Rando, bénévole auprès des plus démunis au sein d'ATD Quart Monde... «La société civile agissante», comme les nomme Antoine Gatet, président de France Nature Environnement (FNE), qui rassemble 6 200 associations locales, plus d'un million d'adhérents. La semaine dernière, sa fédération ainsi que d'autres colosses

du genre (Action contre la faim, Emmaüs, la Ligue pour la protection des oiseaux), ONG et syndicats ont signé un appel commun à «se mobiliser contre l'extrême droite». La directrice générale d'Oxfam, Cécile Duflot, exulte : «D'Attac à la CFDT, franchement il fallait le faire. Arriver à une convergence dans cette grande famille de gens très différents... en aussi peu de temps. C'est très, très original. Tous ceux qui connaissent un peu le fonctionnement associatif savent que c'est un petit miracle.» Le délégué général de la Fondation Abbé-Pierre, Christophe Robert, est lui aussi plein d'enthousiasme. «On a un rôle à jouer important vu la défiance envers les politiques et les élites. Aujourd'hui, la société tient grâce à l'engagement d'une partie de la population. Nous sommes une force importante du pays. Nous plaçons pour seize mesures urgentes.»

Cette coalition, inédite par sa taille, appelle donc à la mobilisation tous azimuts... Sans donner de consigne de vote. Seule la CGT a sauté le pas

(lire page 4), appelant à choisir le Nouveau Front populaire dès le premier tour. Pour les autres, cette question du positionnement vis-à-vis des politiques a fait l'objet de discussions, parfois intenses, ces derniers jours. «C'est vrai, reconnaît Christophe Robert. Autant le consensus sur les mesures a été rapide à trouver. Autant la ligne à tenir par rapport aux politiques, c'est plus compliqué.» Le délégué général de la Fondation Abbé-Pierre pointe l'aspect légal : «Les fondations d'utilité publique, par exemple comme Oxfam, n'ont pas le droit de prendre position pour un parti politique. Et, pour beaucoup d'associations, il en va de leur identité de rester apolitiques.» En sous-texte s'ajoute une réalité dans l'équation : la dépendance de nombreuses associations aux subventions publiques, obligeant à la prudence aussi en cas de victoire du RN.

Antoine Gatet, de la FNE, raconte les débats animés lors de l'assemblée générale annuelle, programmée de longue date le week-end



A Paris, dimanche, pendant la manifestation



organisée à l'appel de 200 associations, ONG et syndicats.

du 16 juin. Le sujet a tout de suite été mis sur la table, avec deux motions soumises au vote. «Appeler à faire barrage à l'extrême droite ou aller plus loin, en soutenant le Front populaire.» La première option a emporté la majorité. La seconde signifierait «mettre le doigt dans autre chose. Ce n'est pas notre rôle. Mais rester apaisant ne nous empêche pas d'être combatifs».

IDÉES PORTEUSES D'ESPOIR

Le président de la Ligue de la protection des oiseaux, Allain Bougrain-Dubourg, est sur la même ligne de crête: «La LPO n'a pas vocation à s'engager politiquement, ce qui ne nous empêche pas d'être critiques.» Il croit beaucoup au travail de décortiquage des positions du RN, en rappelant par exemple les amendements déposés ces derniers mois: «Par exemple, sur la crise agricole, le RN s'est rangé du côté de l'industrie. Suite page 4

Manif féministe à Paris: «Le RN est le seul parti qui doit faire peur»

Des milliers de manifestants étaient mobilisés dimanche, à l'appel de plus de 200 associations, ONG et syndicats, pour rappeler qu'un gouvernement d'extrême droite entraînerait un recul des droits des femmes et des personnes LGBT+.

Dans un paysage féministe fracturé, l'union de dimanche est historique. À une semaine du premier tour des élections législatives, plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées à Paris, sur la place de la République, à l'appel

de 200 associations (Fondation des femmes, #Nous-Toutes, Planning familial, Ligue des droits de l'homme...), ONG (Oxfam, France Terre d'asile...) et syndicats (CFDT, CGT, Unsa, Solidaires, FSU et CNT), pour «une grande manif féministe». On comp-

te 75 000 personnes selon les organisateurs et 13 000 selon la police.

Dangers. «Je reste convaincue que la mobilisation féministe peut jouer un rôle déterminant dans la lutte contre l'extrême droite et dans la mise à l'ordre du jour d'idées progressistes», a martelé la patronne de la CGT, Sophie Binet, avant le départ du cortège. À sa gauche, la secrétaire générale de la CFDT, Marylise Léon, abonde: «On le voit ailleurs dans le monde, en Pologne,

en Argentine, en Russie, l'extrême droite remet en cause le droit des femmes à disposer de leur corps. Il ne faut pas que ces idées dangereuses se hissent au pouvoir en France.» Alors que le cortège s'élance, toutes deux appellent à «enfin mettre les moyens nécessaires» pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles. En tête de cortège, la coprésidente du Planning familial Sarah Durocher craint que l'arrivée au pouvoir du RN ne soit synonyme de réduction des moyens.

«À l'heure actuelle, les 89 parlementaires RN menacent déjà de couper nos financements via des questions orales ou écrites.»

À quelques foulées derrière le carré de tête, Alix et Camille, 22 et 23 ans, pancartes plein les bras, reconnaissent que, pour détrôner les «mensonges» du RN en ce qui concerne les droits des femmes, «le travail est encore long». «Beaucoup de personnes autour de moi, qui ne sont pas issues de milieux politiques, qui n'ont pas fait d'études supérieures, ont des paroles qui ne leur appartiennent pas. Ce sont beaucoup de phrases toutes faites», regrette Alix, d'origine corse, qui manifeste pour la première fois de sa vie. «Le RN au pouvoir, même trois ans, peut faire beaucoup de mal. Il est primordial d'expliquer les dangers pour les droits des femmes», commente Camille, qui travaille dans une association féministe.

«Sophisme». En rang d'oignons derrière une banderole «Pas de fachos dans nos fiertés. Pas de fierté pour les fachos», Marie, 70 ans, et son amie Florence sont partagées entre «angoisse et colère», fait savoir la première. Pancarte exhortant à faire procuration autour du cou, la seconde dit regretter le traitement de la gauche par les médias. Pour elle, il faut «que les médias évitent de relayer le sophisme selon lequel le Nouveau Front populaire est La France insoumise, que La France insoumise est antisémite, donc que le Nouveau Front Populaire est antisémite. Je suis juive, et le seul parti qui ne fait vraiment peur, et le seul qui doit faire peur, c'est le RN», appuie-t-elle.

Sous l'ombre des drapeaux roses de SOS Homophobie, Yves Gimbert, membre de l'association: «Comme pour les droits des femmes, le Rassemblement national est un énorme danger pour le droit des personnes LGBT+». Avec le RN au pouvoir, il ne saurait pas de revenir sur le pacte ou le mariage pour tous, mais on parle de supprimer la sensibilisation dans l'enseignement, de revenir sur les lois sur les discriminations ou de faire disparaître la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT: «Comme beaucoup aujourd'hui, il peine à camoufler son inquiétude.

MARGAUX GABLE
Photo **CAMILLE**
MCOUTAT



Suite de la page 3 agricole. C'est documenté. La présidente d'ATD Quart Monde, Marie-Aleth Gard, pense elle aussi que le levier de mobilisation réside là : dans la capacité à expliquer les projets du RN. « Si on veut que les gens comprennent ce que l'on risque, il faut leur montrer des mesures précises. C'est le seul moyen. » Dans son organisation, le pôle « animation politique » turbine pour créer de nouveaux supports qui démontent les fake news. Comme celle-ci, tenace : « Croire qu'en triant l'accès aux droits en fonction de l'origine ou de la religion, certains percevront de plus gros montants d'aides. C'est faux. Ils n'auront rien de plus. »

Comment, dans ce délai digne des épreuves de Fort Boyard, mener ce travail de déconstruction des discours du RN ? Des idées surgissent ici et là, portées d'espoir. Par exemple, ces 300 jeunes, selon le syndicat étudiant la Fage, en week-end dans un camping de Normandie pour « débattre et se former sur la place de la société civile ». Ces centres d'appels improvisés à Saint-Denis, Lyon, Marseille ou en ligne : la semaine dernière, des sympathisants de gauche ont joué les démarcheurs téléphoniques pour les Victoires populaires (le nouveau nom de la Primaire populaire) afin de s'assurer que les personnes qui avaient participé à l'initiative de la gauche en 2022 aillent bien voter le 30 juin, ou fassent une procuration. Quant à la CFDT, elle enchaîne les webinaires à l'adresse de ses syndiqués pour « renforcer l'autonomie et la compréhension des travailleurs sur l'importance de leur voix dans le débat démocratique ».

« ON N'EST PLUS EN 2002 »

Il ne veut pas être le flingueur d'ambiance, ni celui qui appelle à rester sur le canapé. Loin de là. Sadek Deghima est sur le front depuis un bail, « en première ligne », comme il dit, avec son équipe d'éducateurs de rue. C'est l'un des piliers de l'association Avenir des cités, intervenant auprès des jeunes dans trois communes du Pas-de-Calais (Harnes, Billy-Montigny et Saltaumines). Bien sûr, il soutient l'élan des grandes assos, mais ne s'enflamme pas : « En trois semaines ? C'est impossible d'organiser une action coordonnée. » Déconstruire la propagande est la clé, il en est le premier convaincu, « mais cela demande du temps. Il faut d'abord établir une relation de confiance et créer des moments pour échanger ». Il décrit une réalité qui échappe parfois à ceux vivant dans les bulles protégées des grandes villes : « Les gens s'enferment de plus en plus. Il n'y a plus de lieux de rencontre comme avant, quand on passait au syndicat, au café ou même dans la queue des administrations. C'est aussi ça, la conséquence de la disparition des services publics. Les gens restent à boire la propagande à la télé ou sur les réseaux sociaux. » Avec son équipe, il ne cesse d'inventer des occasions pour que les habitants se rencontrent : « Être de quartier, animation dans un jardin, n'importe

« Les gens s'enferment de plus en plus. Il n'y a plus de lieux de rencontre comme avant. »

Sadek Deghima éducateur dans le Pas-de-Calais

quoi pourvu que les gens sortent et se parlent. On n'a pas attendu la dissolution. »

A Marseille, dans leur librairie de quartier au sein du tranquille 7^e arrondissement, Emilie Berto et Mathilde Rioni s'inscrivent aussi dans cette démarche. Elles se posent mille questions à la minute, depuis la dissolution. Que faire ? Comment défendre leurs valeurs tout en restant un lieu d'ouverture et de réflexion ? « Notre projet, dès le début, c'était d'implanter une librairie dans un quartier qui n'en avait plus depuis vingt-cinq ans. Ce cela redonne un réflexe, pour tous, et donc faire avec les clivages de la population », expose Emilie Berto. Dans le quartier, Jordan Bardella (RN) a remporté 25% des suffrages aux européennes. Elle pensait avoir trouvé le juste équilibre en composant sa vitrine jeunesse. Un album au rouge joyeux *Tous ensemble* et une manif de doudous avec des affiches du type « Dis-moi pourquoi tu ne votes pas ». Ou celle-ci : « Je veux vivre dans une France antiraciste et antifasciste. » Deux jours après, leur vitrine affichait un éclat de la taille d'une boule de pétanque. Le premier acte de vandalisme en huit ans d'activité.

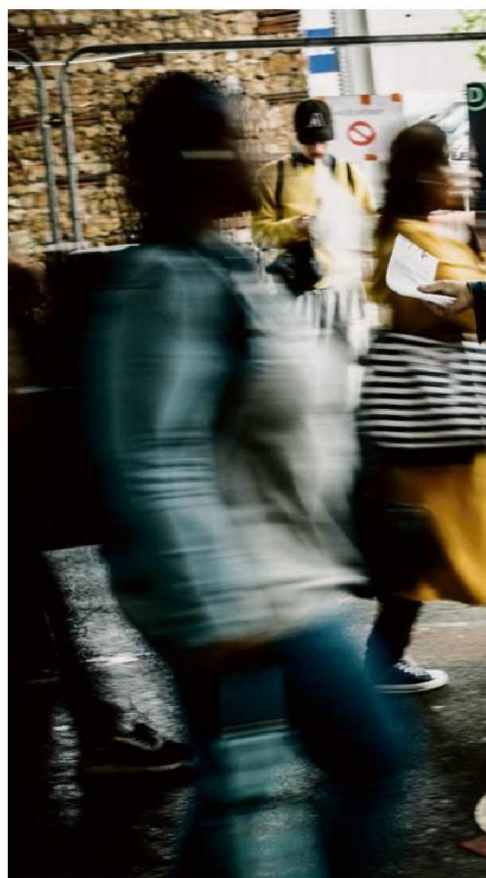
« On n'est plus en 2002 », résume David Noël, à la tête de la fédération de la Ligue des droits de l'homme (LDH) du Pas-de-Calais. Lorsque

Jean-Marie Le Pen s'était hissé au second tour, j'ai ce souvenir d'un monde fou dans les rues, d'une effervescence dans les bars, les universités. L'impression aujourd'hui n'est pas du tout la même. » Tracter est devenu difficile par endroits. Le ton monte vite, le débat se révèle périlleux. Lui est à Hénin-Beaumont, gouverné par le RN, ce qui rend la mobilisation encore plus compliquée. « Le tissu associatif a été très abîmé depuis qu'ils sont aux commandes. Ils ont réussi à tisser leur toile partout : l'association de théâtre dansant, du marché aux puces... Toutes celles qui reçoivent des subventions de la ville sont coincées et se taisent. »

« DONNER UN PEU DE COURAGE »

La nouvelle équipe avait attaqué fort. A peine arrivé à la mairie en 2014, Steeve Briois avait coupé les subventions et repris le local mis à la disposition de la section locale de la LDH. « Ils neutralisent toute forme d'opposition et débilitent ceux qui osent émettre une critique. » A Perpignan, depuis l'élection de Louis Aliot en 2020, un collectif s'active... en cachette. Tous issus de la société civile, ils se surnomment « Les Effrontés ». Eux aussi se mobilisent à fond, à coups d'autocollants dans les toilettes des cafés ou sur les pylônes. « On sait bien que ce n'est pas ça qui changera le vote, précise l'un des membres. Mais ça compte. Si cela peut donner le sourire et un peu de courage à l'opposition, c'est toujours ça. »

Dans le Pas-de-Calais, Sadek Deghima est convaincu d'un truc : « Une action coordonnée ne se crée pas en si peu de temps, mais toutes les petites actions sont précieuses : engager la discussion avec la voisine, un ami, un cousin. C'est sur cela que le scrutin va se jouer. Moi, j'y crois. »



Face au RN, les syndicats se mobilisent, chacun à sa manière

Appel à voter Nouveau Front populaire, tracts « contre l'extrême droite »... Si certaines sont contraires à la neutralité, les grandes organisations font campagne pour empêcher Jordan Bardella d'entrer à Matignon.

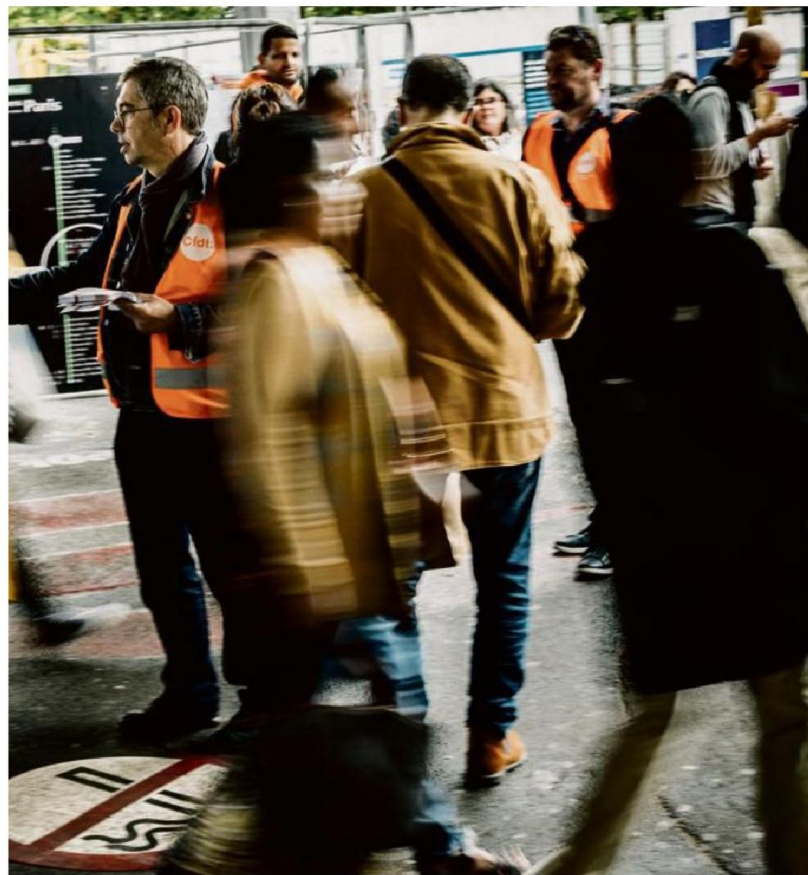
Elle le regarde d'un œil un peu suspicieux, les militants en chausse orange qui lancent des « la CFDT se mobilise pour sauver la démocratie » aux voyageurs pressés de la gare de Melun. En ce vendredi matin pluvieux dont on peine à croire qu'il signe le début de l'été, des dizaines de personnes se déversent chaque minute des portiques, ou s'y engouffrent pour gagner leur lieu de travail. La plupart ignorent le tract qu'on leur tend et qui leur dit que « non, la solution n'est pas à l'extrême droite ». La dame blonde au sac à dos bleu, elle, reste statique. Après quelques minutes de réflexion, elle se lance : « Et pourquoi vous voulez faire barrage au RN ? » s'enquiert-elle auprès de Marie-Christine Oudart, de l'union départementale CFDT de Seine-et-Marne, avant d'égrener tous les bouts de rien-ne-va-plus qui lui miment un proche « qui n'a plus droit à rien, plus d'APL, des personnes âgées qui n'ont plus les moyens de se payer un médecin » (elle en a vu une à la télévision)... Tout cela, croit-elle, a à voir avec « les autres, qui viennent en France ». Elle interroge la syndicaliste : « Donc si j'ai bien compris, vous êtes pour eux ? » Les explications de Marie-Christine

Oudart resteront sans effet sur elle. « De toute façon j'en ai rien à foutre, je ne vote pas ! » lance la dame en partant. Ainsi va un tout petit bout de la vie syndicale dans cette campagne sur laquelle pèse un enjeu inédit, avec le risque d'une Assemblée nationale majoritairement d'extrême droite au lendemain des législatives du 30 juin et du 7 juillet. Dans ce contexte, certaines organisations de salariés se sentent investies d'une responsabilité historique. Si le Front national puis le Rassemblement national ont continuellement gagné des voix chez les travailleurs ces dernières années, les sondages réalisés scrutin après scrutin montrent que les syndicats demeurent globalement des digues contenant la marée. Certes, le vote frontiste progresse aussi chez leurs sympathisants, mais il reste infé-

rieur à l'ensemble des salariés. Aussi les militants constituent-ils une des plus grosses armées à disposition pour tenter de sauver ce qui peut l'être.

Rarissime. Cinq syndicats, sur les huit principaux que compte le pays, se sont engagés dans la campagne : la CFDT, la CGT, l'Unsa, la FSU et Solidaires. Jusqu'à maintenant, ils se projetaient plutôt vers 2027, prochaine doublette présidentielle-législatives. Mais la dissolution a tout précipité. « On doit faire en trois semaines ce qu'on devait faire en trois ans », constate Marylise Léon, la secrétaire générale de la CFDT. Les trois autres – FO, CGT-CGC, CFTC – restent en retrait, invoquant essentiellement une culture historique d'« indépendance ». Le secrétaire général de FO, Frédéric Souillot, écrit dans son dernier

documentaire, écrit dans son dernier



La CFDT tracte devant la gare SNCF, vendredi, à Melun.

édito sur le site de son syndicat: «La seule politique que nous faisons, c'est de la politique syndicale... Nous continuerons de porter nos revendications quels que soient nos interlocuteurs.» Mais il tient aussi à «réaffirmer leur rejet de toute forme de racisme, de xénophobie, d'antisémitisme et de rejet de l'autre».

Fait rarissime dans son histoire récente, la CGT est allée jusqu'à édicter une consigne de vote, en faveur du Nouveau Front populaire (NFP). Dans une déclaration adoptée mardi dernier à une très large majorité, le Comité confédéral national (CCN) considère que son programme «est celui qui répond le mieux aux attentes et aspirations des travailleuses et des travailleurs». Jeudi, elle a multiplié les actions, qui ont concerné jusqu'à des gardiens de troupeaux qui ont proclamé, via sept feuilles A4 sur le mur d'un refuge de montagne: «Les bergers emmerdent le Front national et tous les chiens de garde du capital.»

Très présente dans l'éducation nationale, la FSU soutient explicitement le vote pour le NFP. Cette prise de position de certains syndicats ne va pas forcément de soi. En

interne comme en externe, d'aucuns la considèrent comme une trahison de la neutralité à laquelle devraient, selon eux, s'astreindre des organisations de travailleurs. Chez Solidaires, la nouvelle co-députée générale, Julie Ferrua, n'y voit pourtant aucune incongruité, au contraire: «Un syndicat fait de la politique, pas au sens de soutenir un parti ou autre, mais dans le sens de se réapproprier ses outils de travail.» Elle ajoute que «toutes les discriminations qui ont lieu dans la société se répercutent sur les lieux de travail». Sans compter que les syndicats sont eux-mêmes dans le viseur de plusieurs mesures frontistes, comme la fin du «monopole syndical» des le premier tour des élections professionnelles.

Brouillage. Les principes posés, reste à mener le combat. C'est dans les entreprises que la tâche se révèle plus compliquée, car le sens du débat politique s'y est effrité, déplorent des syndicalistes interrogés par Libération. Chez Distrilap, une filiale du groupe Lapeyre à Herblay (Val-d'Oise), le délégué syndical CGT, Hervé Grillon, regrette un

brouillage des repères: «Sous Sarkozy, il y avait beaucoup de vrais débats, les gens cherchaient des infos pour argumenter. Puis plus rien. Je crois que ça date de Macron: c'est compliqué de suivre, avec tous ces changements de noms de partis. Et puis dans les débats, il n'y a pas vraiment d'idées, les politiques disent juste "C'est les autres les vilains", ça ne va pas loin. Comment expliquer après aux gens qu'ils devraient s'y intéresser?»

Délégué CFTD dans un centre d'appels en Bourgogne, Cyril Antolini a essayé d'aborder les législatives avec les collègues avec qui il s'entend le mieux pour tenter de les mobiliser. Hélas, «c'est un sujet compliqué, dit-il, j'essaye d'ouvrir le débat, mais les gens sont assez fermés. Pour eux, on n'a pas à se mêler de ça.» D'insécurité d'un constat: «Ceux qui auparavant se cachaient de voter RN l'assument maintenant, et ceux qui assumaient d'être contre le RN se cachent.» Ginq jours suffiront-ils à contrecarrer ce qui a mis des années à s'installer?

AMANDINE CAILHOL
et FRANTZ DURUPT
Photo DENIS ALLARD

A Montpellier, le Quartier généreux mobilise les citoyens

Un bar associatif forme à l'action militante des néophytes, angoissés par la montée du RN et décidés à aider le Nouveau Front populaire. Une fois lancés, beaucoup sont prêts à continuer.

Il est 19 heures ce 21 juin dans le centre-ville de Montpellier. Grâce à la mobilisation citoyenne, le café-bar associatif le Quartier généreux se remplit vite. Maxime est venu «pour conjurer l'angoisse, après la dissolution» de l'Assemblée nationale. «J'avais un sentiment d'impuissance, car je n'ai jamais milité», lâche le trentenaire, inquiet qu'«avec le RN, ça accélère la bascule vers un régime autoritaire, le racisme, la préférence nationale: je n'ai pas envie de vivre dans un pays comme ça...» Sarah, elle, est là parce que «l'extrême droite est un danger pour les miens, les LGBT» et qu'«il faudra continuer à militer pour que les choses changent vraiment».

Apprendre à coller

Au programme de la soirée, une formation dispensée par d'anciens militants de La France insoumise, avec des jeux de rôle pour apprendre à convaincre de voter pour la gauche, un quiz sur les enjeux politiques locaux, etc. «Qui veut dès maintenant aller coller des affiches?» interpelle une bénévole. Aussitôt, plusieurs personnes la suivent dans une arrièr-salle remplie de matériel militant, pour apprendre à faire de la colle et placarder, là où c'est autorisé, une affiche maison montrant, sous le slogan humoristique «Salade Tomato Union», le socialiste Léon Blum appelant à «un généreux Front populaire». Au fil de la soirée, d'autres s'élancent à leur tour. Parmi

eux, Marin (1), 32 ans, qui n'a jamais milité: «Je m'engage parce qu'il y a urgence à faire barrage au RN, je ne pourrais pas me regarder dans la glace si je ne le faisais pas.» Intermittent du spectacle, il dit aussi son «envie de faire gagner une gauche unie sur un programme de ruptures».

«Coup très cynique»

Connu pour ses soirées féministes, écoles et artistiques, le Quartier Généreux est devenu, dès le soir du 9 juin, le foyer d'initiatives citoyennes contre l'extrême droite. Fort de 200 bénévoles qui tournent pour accueillir les jeunes, les «moins jeunes» et les familles, il a lancé un appel à manifester le 10 juin devant la préfecture – un rassemblement de plus d'un millier de personnes – et, depuis, multiplie les actions.

Ultra-motivé, Mateo, 21 ans, estime que «le NFP est le seul qui va agir pour mes droits, comme personne transgenre, et pour toutes les minorités». Lucie, elle, en master «Énergies renouvelables», s'effraie, avec la jeune salariée d'une association qui lutte contre la précarité énergétique, que «tout ce travail pour la transition écologique et solidaire soit balayé» dans l'hypothèse d'une victoire du RN. Sa «peur» et sa «colère», elle veut «les transformer en action collective».

D'autres, plus rares, sont déjà engagés à gauche, à l'instar de deux jeunes antifascistes du Nouveau Front anticapitaliste (NFA), ou se sont remobilisés sous le choc de la dissolution. «Macron a fait un coup très cynique pour se retrouver seul face à Le Pen et détruire la gauche, il va à droite toute, c'est lui l'extrême», dénonce Ludo, quadragénaire à qui il est déjà arrivé de tracter pour LFI. Comme bien des néophytes sortis du QG, il est désormais prêt à enchaîner collages, tractages et porte-à-porte.

SOLANGE
DE FRÉMINVILLE
Correspondante
à Montpellier

«Le NFP est le seul qui va agir pour mes droits, comme personne transgenre, et pour toutes les minorités.»

Mateo 21 ans, croisé au Quartier généreux

(1) Le prénom a été changé.



La Pride 2024 à Orléans avec l'association GAGL45. PHOTO R. GAUTIER, HANS LUCAS

A Orléans, l'inquiétude d'un secteur associatif fragile

Au 108, siège de nombreuses structures culturelles et d'éducation populaire de la ville, on craint un assèchement des aides publiques d'Etat.

A une semaine des législatives anticipées, au «108», ancienne chocolaterie devenue depuis 2003 le cœur associatif d'Orléans, le festival d'arts hybrides et de culture numérique Re/Dé/Connecte battait son plein samedi et dimanche. Pirate fardé à moustache, Sovann, salarié du Groupe action gay et lesbien Loiret (GAGL45) craint la victoire du RN: «Ça fait peur évidemment, parce que ces gens-là nient notre existence». Il craint pour l'avenir de l'association, qui dépend de fonds publics pour lutter contre l'homophobie via des interventions en milieu scolaire.

Expérience. Au 108, malgré l'ambiance festive du week-end, l'inquiétude affleure à tous les étages. D'abord au sein du bureau de l'association qui gère ce paquebot de 5 000 mètres carrés en plein centre-ville, mis à disposition par la mairie et partagé par une cinquantaine de structures associatives mais aussi avec l'école des Beaux-Arts, le centre social du quartier de la Bourgogne et le Secours populaire. 1500 à 2000 personnes poussent la porte du 108 chaque semaine. «C'est un lieu pluridisciplinaire d'expérimentation artistique, culturelle et sociale, avec une gouvernance partagée», explique Marion Jouhanneau, directrice du 108. On porte des idées de liberté et d'indépendance, et on sou-

tient des initiatives fragiles, notamment en accueillant des artistes émergents qui ne savent pas encore structurer leurs projets. En cas de victoire du RN, Marion Jouhanneau redoute, comme tous les signataires de l'appel à la mobilisation lancé le 12 juin par l'Union fédérale d'intervention des structures culturelles (Ufisc), un abandon du 108 par l'Etat. «Il faudra penser à d'autres façons de fonctionner, mais quoi qu'il arrive ça ne nous arrêtera pas dans la défense de nos valeurs de vivre-ensemble, de solidarité et d'ouverture à l'autre», promet-elle.

La crainte de se voir couper les vivres par le RN en tant qu'association culturelle ou d'éducation populaire est validée par l'expérience, estime Betsabée Haas, conseillère régionale écologiste. «Il faut siéger avec le RN en commission permanente pour se rendre compte à quel point ils remettent en question l'aide aux associations, notamment celles qui œuvrent dans les quartiers, sous prétexte qu'elles seraient dogmatiques ou que tel ou tel membre du bureau leur déplaît», prévient l'élue. Benjamin Cadon, coordinateur de Labomédia, l'association organisatrice du festival Re/Dé/Connecte, juge «dramatique» la perspective d'un Jordan Bardella à Matignon. «On se revendique de l'éducation populaire et on défend la diversité culturelle et l'acceptation des différences. C'est peu compatible

avec ce que promeut l'extrême droite» observe-t-il sans découragement.

Mépris. Un étage au-dessus, dans le bureau de Cent Soleils, asso dédiée à la diffusion du cinéma documentaire et à l'éducation à l'image, on réfléchit à la meilleure manière de prendre publiquement position face au RN. Tout en soulignant que le phénomène s'inscrit dans une souffrance des énergies associatives qui ne date pas d'hier. «Depuis Sarkozy, tant les budgets que la liberté d'action qui nous sont donnés se sont réduits... Les uns et les autres, on a tellement pris de coups qu'on s'est un peu repliés sur nous-mêmes. Face au vol de démocratie et à l'urgence où nous met Macron, il faut se repailler et remettre de l'essence dans le moteur», déplore Nadejda Tilhou, réalisatrice membre de Cent Soleils. Au passage, Vianney Lambert, autre réalisateur de l'association, entend démolir un cliché: «On reproche aux acteurs culturels d'être hors-sol, élitistes... Mais notre action est complètement ancrée dans le réel des gens et dans la proximité.»

ANTOINE PECQUET
Correspondant en
Centre-Val-de-Loire



«Il y a un cœur de gauche ici, il faut juste qu'on arrive à mobiliser» A Creil, des bénévoles ont arpenté les rues pour inciter les abstentionnistes à voter.

Libération

**Chaque mardi,
la newsletter
de «Libération» passe
au crible l'extrême
droite, du RN
aux groupuscules
violents**



FRONTAL

Inscrivez-vous sur libe.fr/frontal





Pendant une manifestation d'agriculteurs, à Paris en février. PHOTO LAURE BOYER, HANS LUCAS

ÉDITOS/

Le Frexit caché du RN

Par **JEAN QUATREMER**
Correspondant européen

Danger: un scrutin peut en cacher un autre! Lors des législatures des 30 juin et 7 juillet, les citoyens de l'Hexagone choisiront non seulement une majorité et un gouvernement, mais ils se prononceront aussi sur l'appartenance de la France à l'Union européenne. En effet, même si Marine Le Pen et Jordan Bardella ne prônent plus officiellement la sortie de l'Union et le retour au franc – souvent RN varie, bien fol qui s'y fie –, la mise en œuvre de leur programme aboutira inéluc-

tablement à un Frexit de facto. Comme il sait que les Français ne voteraient sans doute pas en faveur d'une sortie de l'Union, le RN se garde bien de proposer un référendum à la britannique comme il voulait le faire il y a encore quelques années. Mais sa volonté de violer l'ordre juridique communautaire revient au même: l'Union étant une communauté de droit qui repose sur l'engagement volontaire des États membres à respecter les normes adoptées en commun, c'est tout l'édifice européen qui s'effondrera. Si un pays ne respecte plus la règle du jeu, personne ne peut l'en empêcher.

Ainsi, le RN veut *«affirmer la supériorité de la Constitution française sur les normes et juridictions européennes»*. La France se réserverait le droit d'adopter une norme contraire à une loi européenne ou une jurisprudence de la Cour de justice européenne. Cela signifie que sa parole ne vaudra plus rien. Surtout, l'unicité du droit européen qui permet au marché intérieur de fonctionner serait totalement compromise puisque tous les autres pays européens soit prendraient des mesures de rétorsion contre Paris, soit feraient de même. Par exemple, si la France exclut les entreprises européennes des appels d'offres

publics comme le promet le RN, ses partenaires feraient immédiatement la même chose pour les entreprises françaises (sachant que la France exporte plus dans ce domaine qu'elle n'importe, ce qui est ballot...). En clair, la remise en cause de la supériorité du droit européen est une bombe à fragmentation qui tuera l'Union aussi sûrement qu'un Frexit. Le RN entend aussi diminuer dès cette année la contribution française au budget de l'Union. Or, c'est impossible sauf, encore une fois, en violant la parole de la France, celle-ci étant engagée jusqu'en 2027. Si le RN passe outre, l'Union sanctionnera la France en cessant de lui verser une partie des subventions auxquelles elle a droit. Que va expliquer aux agriculteurs un Jordan Bardella Premier ministre lorsqu'ils seront confrontés à l'arrêt brutal des versements européens? D'autant que le coût des aides agricoles va brutalement apparaître dans le budget national, alors qu'il est largement dissimulé grâce à l'Union, ce qui risque de crispes les autres secteurs économiques qui ne bénéficient pas d'autant d'aides... Enfin, la fin du budget européen, puisque c'est de cela qu'il s'agit, mettrait fin à la Politique agricole commune (PAC) et donc aux exportations françaises vers les autres pays européens.

qui dépassent pourtant de loin les importations.

Vu le coût budgétaire des promesses du RN, il est quasiment certain qu'il ne respectera pas le Pacte de stabilité qui vient d'être réactivé et qui oblige la France à revenir sous les 3% en 2027: autrement dit, le déficit budgétaire français, qui atteint déjà 5,5% du PIB, va s'envoler et il va falloir s'endetter pour le combler. L'ennui est que les marchés ne prêteront à la France qu'avec une forte prime de risque alors que jusqu'à présent elle bénéficiait du parapluie allemand. Déjà, l'écart de taux d'intérêt entre Berlin et Paris est au même niveau qu'entre Berlin et Athènes, ce qui augmente le poids du service de la dette et entraîne doucement la France vers la faillite. Certes, la Banque centrale européenne a les moyens d'intervenir massivement, mais pourquoi le ferait-elle alors que l'Hexagone violerait l'ensemble de ses obligations européennes? Une sortie de l'euro ne changerait absolument pas la donne: les marchés internationaux prêteront encore moins à un pays totalement isolé en Europe...

On pourrait continuer longtemps: le destin d'une France gouvernée par le RN, s'il applique ses promesses, c'est celui d'un pays paria et en faillite. ◆

Pour le bien de la gauche, Mélenchon doit renoncer à Matignon

Par **THOMAS LEGRAND**
Chroniqueur politique

Veut-il vraiment plomber la campagne du Nouveau Front populaire (NFP)? Jean-Luc Mélenchon multiplie depuis une semaine les rendez-vous télé ou interviews dans la presse pour rappeler notamment qu'il a *«l'intention de gouverner ce pays»*. *«Je ne m'effrite pas et je ne m'impose pas. Je pense que c'est une formule qui est assez respectueuse du*

collectif», a-t-il encore déclaré vendredi. Sauf que si des responsables du NFP font savoir qu'ils en sont *«capables»* eux aussi, aucun autre leader de gauche ne se permet, aussi lourdement, de s'autosuggérer comme il le fait. Le sous-texte, conscient ou non, de cette phrase, c'est: *«J'ai l'intention de faire foirer le NFP»*. L'homme qui, dans les enquêtes d'opinion, se dispute avec Eric Zemmour le plus fort taux de réprobation, est aussi présenté dans tous les discours de Gabriel Attal, patron de la campagne

d'Ensemble (le mouvement canot de sauvetage du post-macronisme) ou Jordan Bardella, comme le favori pour Matignon à cette heure. Ils usent et abusent de ce nom devenu repoussoir. *«Vous avez le choix entre un gouvernement Attal, Bardella ou Mélenchon, répètent à l'envi les deux grandes forces concurrentes du NFP pour bien effrayer une partie des électeurs de gauche sincèrement convaincus qu'il faut sortir de cette ambiance de brutalisation permanente de la vie politique. Mélenchon est à la tête d'un mouvement divisé, avec un noyau très dur regroupé autour de lui via une organisation verrouillée. Pourtant, c'est François Ruffin, devenu leader d'une opposition interne, informelle et de fait, qui est le vrai ins-*

pirateur du sursaut de cette gauche post-dissolution. C'est lui qui, le premier au soir des européennes, a eu l'idée lumineuse de proposer à toute la gauche de se regrouper en urgence sous la bannière du Front populaire. C'est Ruffin qui, en ressortant ce vieux drapeau, souligne efficacement la spécificité de la gauche dans ce moment grave: elle seule peut s'appuyer sur son passé. Le macronisme, n'ayant jamais su se définir, ne s'inscrit dans aucune lignée identifiable, et le RN ne peut décemment pas invoquer ses ancêtres vus leur pedigree collaborationniste ou Algérie française violemment anti-gaulliste. Ruffin, qui ne transige pas sur la radicalité de ses propositions, tente utilement d'adopter une attitude de conciliation et d'ouverture. Ou

est-il? Il fait campagne sur le terrain pendant que Mélenchon, en épouvantail de la gauche, ruine la campagne sur les plateaux de télé. Et Glucksmann? L'homme qui a réveillé la gauche par sa campagne victorieuse et que les sondages placent largement en tête des premiers ministres potentiels préférés des électeurs de gauche? Lui aussi, très présent auprès des candidats, est éclipsé dans tous les discours des leaders macronistes ou d'extrême droite. Quand il est invité dans les médias, il refuse, en toute logique démocratique, de se proposer pour Matignon. Le refus (et surtout l'impossibilité) du NFP d'afficher son candidat pour Matignon est politiquement, stratégiquement tout à fait compréhensible. Il est aussi dans la logique de

ces élections destinées à fournir une majorité parlementaire qui ne se consolate – au mieux – qu'au soir du scrutin. Il ne s'agit pas d'une sous-présidentielle destinée à élire l'occupant de Matignon. Le NFP, en ne désignant pas son candidat, respecte donc la logique institutionnelle des législatures. Il s'évite aussi une cause de division inutile avant que le juge de paix que constituera le nouveau rapport de force fasse son œuvre. Mais, à l'inverse, rien ne l'empêche de désigner celui qui ne sera pas Premier ministre. Il serait de bonne politique, si les responsables du NFP veulent s'assurer de bons reports de voix entre les deux tours et empêcher le RN d'avoir la majorité absolue, de faire savoir que non, Mélenchon, ne sera pas Premier ministre le 8 juillet. ◆



«Un sentiment de gâchis» : après la dissolution, des collaborateurs parlementaires de la majorité inquiets pour leur avenir

Il n'y a pas que les 577 députés qui ont perdu leur emploi. Le 9 juin, la prise de parole de Macron a aussi bouleversé le quotidien de quelque 2 000 collaborateurs parlementaires, qui travaillent dans l'ombre des élus. Depuis, beaucoup sont entrés en campagne dans l'espoir de voir leur député réélu – et leur contrat renouvelé. Mais le combat a parfois des airs de bérézina. PHOTO REUTERS



Jean-Luc Mélenchon en meeting dimanche à Montpellier. PHOTO SYLVAIN THOMAS, AFP

La question de l'antisémitisme continue d'entraver la gauche

Face à un Nouveau Front populaire qui peine à parler d'une même voix sur le sujet, la macronie multiplie ses attaques pour tenter de faire revenir l'électorat de centre gauche.

Par
LILLIAN ALEMAGNA

Sortir de la nasse. Celle des accusations en antisémitisme venant de la macronie et de l'extrême droite. Et celle de la question du Premier ministre en cas de victoire surprise, le 7 juillet, du Nouveau Front populaire. Sur le premier sujet, les quatre chefs des principaux partis qui composent cette nou-

velle union de la gauche pour les élections législatives, n'ont pas fait dans la dentelle dimanche.

Dans un communiqué signé de Marine Tondelier (Les Écologistes), Manuel Bompard (La France insoumise), Olivier Faure (Parti socialiste) et Fabien Roussel (Parti communiste français), ils appellent clairement à «*combat[re] l'antisémitisme et toutes formes de racisme*» et dénoncent une «*odieuse campagne de diffamation menée par une macronie en déroute*». La veille, sur France 5, Jean-Luc Mélenchon avait aussi eu l'occasion de répondre aux accusations d'antisémitisme qui encombrent la campagne de la gauche, notamment depuis le viol collectif d'une enfant de 12 ans à Courbevoie avec, selon les

premiers éléments de l'enquête, une motivation en raison de sa religion juive. «*Je n'ai rien à voir avec le racisme, je n'ai rien à voir avec l'antisémitisme, ça suffit maintenant*», avait lancé, très agacé, le triple candidat à la présidentielle, pointé du doigt pour avoir écrit il y a plusieurs

L'HISTOIRE DU JOUR

semaines que l'antisémitisme, en France, restait «*actuel*» alors que les actes sont en forte augmentation. «*Tout cela est un prétexte pour dire que La France insoumise est une organisation antisémite, de manière à favoriser le vote Rassemblement national*», a-t-il ajouté. Mélenchon a même reçu, dimanche, le soutien de son ancien Premier ministre, Lionel Jospin : «*A part quelques exceptions, on ne peut pas mettre en doute leur engage-*

ment républicain», a-t-il déclaré sur BFMTV en référence aux insoumis.

Charte. Dans leur communiqué, les quatre numéros 1 des principaux partis du Nouveau Front populaire ont qualifié d'«*abomination*» ce «*drame du viol antisémite de Courbevoie*». «*Ce crime témoigne de la résurgence inquiétante des actes antisémites dans notre société, et de la culture du viol qui gangrène les comportements masculins dès le plus jeune âge*», poursuivent-ils. Rappelant les mesures inscrites dans le «*contrat de législature*» signé entre eux (davantage de «*moyens*» pour la justice ou encore la mise en œuvre de «*plans interministériels pour analyser, prévenir et lutter contre l'antisémitisme en France*»), les chefs des écoles, du PS, de LFI et du PCF dé-

noncent dans ce texte commun l'offensive menée notamment par le Premier ministre, Gabriel Attal, qui, selon eux, «*préfère[rait] salir son opposition plutôt que d'assumer une confrontation de nos projets politiques respectifs*». Enfin une position unanime ? On le pensait jusqu'à ce que... en fin de journée dimanche, l'ex-tête de liste du Parti socialiste et de Place publique, Raphaël Glucksmann, annonce sur X (ex-Twitter) avoir signé «*avec le Parti Communiste, les Verts et le Parti socialiste*» une «*charte contre l'antisémitisme avec des engagements précis*». Dans ce second communiqué – diffusé aussi sur les réseaux par le patron du PCF, Fabien Roussel – les signataires insistent sur «*l'explosion des actes antisémites qui ont été démultipliés au premier semestre 2024*», «*une recrudescence*

inédite des actes antisémites depuis la Shoah» et la «*condamn[ation] avec force [de] toute expression visant à minimiser ou relativiser cette explosion de l'antisémitisme dans notre pays*». Pourquoi La France insoumise n'est-elle pas signataire de ce deuxième texte ? «*Dans ce communiqué, il est indiqué que les candidats investis par chaque formation signaient une charte*», explique à Libération le coordinateur national de la France insoumise, Manuel Bompard. Or les insoumis avaient déjà signé une charte il y a dix jours, qui comprend des engagements contre le racisme et l'antisémitisme, ce qui n'était pas le cas des autres. «*Une version confirmée côté écoles. Deux chartes et deux communiqués. Voilà qui prête à confusion malgré les clarifications...*

«Se taire». De quoi encourager les angles d'attaque de la macronie contre une gauche unie qui – bien plus que l'extrême droite – a été désignée comme la cible principale pour tenter de récupérer une partie de l'électorat de centre gauche parti chez Raphaël Glucksmann aux européennes. Invité du Grand Jury de RTL, Attal s'est aussi réjoui d'avoir entendu Jean-Luc Mélenchon dire, la veille, qu'il avait toujours «*l'intention de gouverner ce pays*» et que la règle décidée entre partenaies à gauche était, en cas de victoire, que le groupe avec le plus de députés proposerait quelqu'un pour Matignon. De Corréze où il fait campagne, François Hollande lui a demandé dimanche de «*se taire*», pour «*rendre service au Nouveau Front populaire*». Chez les communistes, Fabien Roussel s'est insurgé, lui, contre «*l'idée d'une nomination [...] qu'il alimente lui-même*». Elle «*n'a jamais fait l'objet d'un accord, assure le député du Nord. C'est faux et insupportable*». A ce niveau, l'union est un vrai combat. ➤



A lire sur Libération.fr, notre reportage à la manifestation parisienne contre l'antisémitisme.

«Vous pouvez me faire confiance pour agir jusqu'en mai 2027 comme votre président.»



EMMANUEL MACRON
dimanche

«Cette élection est la nôtre. C'est vous qui la ferez.» Emmanuel Macron, loin de se mettre en retrait comme le supplient les membres de sa majorité et son Premier ministre, s'est de nouveau adressé aux Français dimanche dans une lettre publiée dans la presse régionale. Le chef de l'Etat y affirme «ne pas être aveugle» et mesure «le malaise démocratique» à travers le pays. «Oui, la manière de gouverner doit changer profondément», écrit-il aussi, tout en présentant son parti comme une «troisième voie», «la meilleure pour notre pays». Selon le Président, le «bloc central d'Ensemble pour la République» serait alors le seul à «pouvoir à coup sûr faire barrage à l'extrême droite comme à l'extrême gauche au second tour». Par ailleurs, il promet «d'agir jusqu'en mai 2027» comme président, «protecteur à chaque instant de notre République», excluant une nouvelle fois de démissionner, comme le lui a suggéré vendredi Marine Le Pen.



LIBÉ.FR

«La fascination des esprits me terrorise» : ces Français qui songent à quitter le pays si le RN accède au pouvoir Craignant une explosion des violences racistes, des inégalités et des atteintes aux libertés publiques, beaucoup envisagent de fuir vers des lieux perçus comme plus tolérants en cas de victoire du parti d'extrême droite aux législatives. Libération a recueilli leurs témoignages. PHOTO AFP

Dans l'Hérault, trois candidats RN pour le prix d'un

En ce samedi matin, le marché de Marsillargues se révèle désespérément clairsemé. Mais il en faudrait plus pour décourager Frédéric Bort, 47 ans : déjà vieux routard de la politique, le dissident RN se présente du «camp national» : «C'est moi le candidat historique de Marine ici, mais on me balance un Parisien sur la guêule», lance-t-il en tendant un tract.

Dans cette 9^e circonscription de l'Hérault, qui s'étend sur l'est du département, Frédéric Bort joue à fond la carte du terroir pour faire oublier qu'il manque dans son jeu un atout de poids : le logo du RN. Victime collatérale des accords entre Clotti et Bardella, ce conseiller régional RN n'a pas été investi par son parti. Alors, quitte à se faire exclure, il se lance seul, dénonçant les «parachutages des fonds de tiroir clottistes» : «On ne veut pas se faire voler l'élection par un Parisien qui vient ici pour se faire bronzer le cul le dimanche. On n'est pas une colonie.»

Face à eux, Charles-Henri Alloncle, ancien président



Frédéric Bort, samedi. PHOTO DAVID RICHARD

des Jeunes avec Sarkozy mais inconnu au bataillon dans la région, mène la liste pour Bardella. Son profil lisse de jeune entrepreneur colle mal avec la rugosité du territoire. Peu présent sur le terrain, absent lors du débat des candidats sur la chaîne régionale, il n'a pas souhaité nous rencontrer.

D'autant qu'une troisième liste RN portant les noms d'un duo d'inconnus et les couleurs du parti a subitement surgi le 18 juin sous le regard médusé des autres candidats. Le RN n'a pas souhaité commenter. Mais sur le marché de Marsillargues, les électeurs semblent un tantinet perdus.

Comme la dame du camion à paella : «Y a celui du RN qui est LR, le RN qui n'est plus au RN, et le RN qui n'est pas au RN...»

Le parcours de Frédéric Bort illustre bien ces changements de cap. Longtemps bras droit du socialiste Georges Frêche à Montpellier, Bort a sollicité en vain l'investiture En marche aux législatives de 2017 avant de finalement se lancer seul. Ex-délégué du RN dans l'Hérault, il a été récemment remercié par le maire RN de Perpignan, Louis Aliot, chez qui il occupait le poste de directeur de cabinet.

SARAH FINGER
(à Marsillargues)

17,5 %

C'est la part des candidatures féminines aux législatives sous l'étiquette portée par Eric Clotti, étiquetées «union de l'extrême droite» par le ministre de l'Intérieur et soutenues par le RN. Sur les onze candidatures de l'alliance portée par celui qui est toujours officiellement président de LR, seules deux se trouvent dans une position particulièrement favorable pour l'emporter. Du côté des listes officielles de LR, 33% des candidatures seulement sont portées par des femmes. Plus généralement, la part des femmes est en baisse par rapport aux législatives de 2022. De 44%, elles passent à 41% des candidatures pour les scrutins des 30 juin et 7 juillet.

En Corse, les gauches s'unissent aussi

«On revient de loin!» Quand il apprend que Libé s'intéresse au rassemblement des gauches en Corse, ce militant insoumis nous souhaite «bon courage». Sur l'île, elles sont en effet parties séparées en 2022 – elles étaient en dehors de la Nupes – et elles n'ont encore une fois pas été intégrées dans la répartition des circonscriptions par le Nouveau Front populaire. Mais à l'approche des législatives, et face à la montée de l'extrême droite en Corse, les partis de gauche ont réussi à se mettre d'accord localement. La répartition semble simple en apparence : à chaque grand parti de gauche sa circonscription. Les terres de Bastia aux insoumis, celles de Corte aux écologistes, d'Ajaccio

aux communistes et de Porto-Vecchio aux socialistes. «Mais déjà, sur le continent, l'union des gauches c'est une galère, alors ici, vous n'imaginez pas...» admet Sacha Bastelica, candidat insoumis en Haute-Corse. De son côté, Jean-Baptiste Luccioni préfère dire qu'ils ont travaillé «tard le soir pour trouver ce point d'équilibre». Le candidat socialiste en Corse-du-Sud explique que «le national voulait nous laisser nous organiser, ne pas interférer». L'union leur est apparue comme une évidence, surtout face à une extrême droite au plus haut en Corse. Karl Tomasi, militant insoumis à Bastia, explique ainsi qu'«au lendemain de l'annonce, on a vu qu'on n'était pas dans la ré-

partition du Nouveau Front populaire, on s'est dit "fait chier", la Corse c'est l'endroit où il y a le plus besoin de l'accord». Le RN a en effet dépassé les 40% sur l'île aux européennes et, au second tour de la présidentielle de 2022, les Corses avaient porté Marine Le Pen à 58% – largement devant Emmanuel Macron. «Ici y a même la droite de l'extrême droite ici», renchérit Hélène Sanchez, candidate écologiste en Haute-Corse. La raison de leur exclusion dans la répartition des circonscriptions du Nouveau Front populaire reste floue. «On a essayé d'en faire partie, explique Sacha Bastelica, jeune candidat insoumis en Haute-Corse, mais ici il y a des enjeux supplémen-

taires, sur l'autonomie, la bétonisation, le logement, qui interfèrent...»

Reste que les chances de voir des députés du Nouveau Front populaire corse à l'Assemblée sont faibles. Mais Marc-Antoine Leroy, candidat communiste à Ajaccio, veut croire qu'il «y a un peuple de gauche en Corse» et veut «réussir à lui parler, pour créer la surprise». Dans sa circonscription, en 2022, les partis de gauche divisés n'avaient pourtant pas atteint les 10%. Un horizon incertain qui n'empêche pas Hélène Sanchez de répéter que «la Corse a besoin de députés capables de choisir leur camp, de s'ancrer à gauche face à l'extrême droite».

BENJAMIN MOISSET

«Avec Edouard Philippe on s'est dit qu'il fallait qu'on construise quelque chose [...], sans doute ce qui nous permettrait de gagner en 2027.»



GÉRALD DARMANIN
Ministre de l'Intérieur
et candidat dans le Nord

Dimanche soir sur LCI, Gérald Darmanin a fait un pas de plus vers son ancien Premier ministre car «le pire pour nous, c'est un extrême qui est élu président de la République». Le ministre de l'Intérieur n'avait pourtant pas suivi le maire du Havre lorsqu'il a fondé Horizons après son départ de Matignon. Un peu plus tôt sur France 3, Edouard Philippe assurait ne pas vouloir revenir à Paris tout de suite. «J'ai déjà donné, a-t-il affirmé. Ce que j'essaie de faire [...], c'est de construire une offre alternative et de discuter directement, sincèrement, sérieusement avec des forces politiques qui ont un intérêt et qui veulent servir le pays.»

Par
JULIEN GESTER
Correspondant à New York

Le tirage au sort a parlé : lors du premier débat de la présidentielle américaine 2024, attendu jeudi comme un épisode décisif de la campagne en cours, Joe Biden se tiendra à droite de l'écran, Donald Trump à gauche, et au milieu trônera une absence : celle de Robert F. Kennedy Jr., pas invité, pas content du tout, et de fait vent debout contre une «exclusion» qu'il dénonce comme «antidémocratique, antiaméricaine, et lâche» de la part de ses deux rivaux. Cela, alors même que les Américains n'aspirent, selon lui, qu'à tout ce qu'il incarne : «Un leader indépendant qui brisera le duopole du bipartisme, [et] un président qui sache réparer les fractures, restaurer la classe moyenne, démanteler la machine guerrière et mettre un terme à l'épidémie de maladies chroniques.» Toutes choses que Robert Kennedy Jr. se fait fort d'accomplir, en sa qualité de troisième homme déterminé à peser sur le scrutin comme aucun autre candidat indépendant depuis des décennies. Las, sa campagne n'a pas su remplir les prérequis fixés par la chaîne CNN.

Angle mort du débat – il a promis d'engager divers recours –, Kennedy demeure aussi la tache aveugle de nombreux sondages, qui scrutent chaque jour les frémissements d'un remake du duel Biden-Trump comme si celui-ci était voué à demeurer un tête-à-tête. A «seulement» 70 ans, RFK Jr. veut pourtant s'immiscer dans l'affrontement comme une alternative plus fringante aux deux plus vieux candidats à la Maison Blanche de toute l'histoire américaine, quand bien même son propre capital santé fait question : ancien alcoolique et héroïnomane en rémission depuis des décennies, il a le larynx et la voix détraqués par une ancienne affection neurologique, et aurait eu le cerveau grignoté par un ver parasite ayant occasionné troubles mentaux et pertes de mémoire à l'époque, autour de 2010.

Trouble-fête

A la croisée des combats environnementaux qui le firent connaître comme avocat engagé, à la fin des années 80, puis de son adhésion fanatique vingt ans plus tard au complotisme antivax le plus toqué, il entend mener une campagne singulièrement habitée par les questions de santé et de soin. Pour le reste, malgré des obsessions très Kremlin-compatible sur l'Ukraine ou le rôle de la CIA dans la machine médiatique américaine, son discours peut apparaître au fond plus confus qu'hétérodoxe – d'autant que ses revirements de positions sont fréquents, que ce soit sur le droit à l'IVG ou le statut des insurrectionnistes pro-Trump du 6 janvier 2021. Ce magma idéologique très onduoyant prête le flanc aux opprobres de tous les camps, des attaques dont lui-même se gargarise, revendiquant fièrement dans ses spots de campagne les étiquettes de «radical

d'extrême droite» et de «gauchiste illuminé», accolées respectivement par les campagnes de Biden et de Trump, pour mieux les moquer et se dépeindre en outsider menaçant les deux faces d'un même système. Mais alors, tout comme le «rebelle» Trump, un outsider tout relatif, héritier d'une dynastie politique sans équivalent et d'un nom qui somme présidentielle comme aucun autre – fils du sénateur Robert F. Kennedy et neveu du président John F. Kennedy (tous deux assassinés dans les années 60), il est déjà le cinquième membre du clan à briguer la plus haute fonction exécutive.

A son corps défendant, le complexe cas Kennedy s'avère symptomatique des travers qui minent la démocratie américaine, autant par les écueils qu'il lui revient de surmonter, alors que les sondages le créditent de soutiens tout de même non négligeables (en moyenne autour de 10% des électeurs) que par la pérennité de sa candidature (malgré son socle idéologique marécageux).

Qu'en dépit de cette assise populaire significative, RFK Jr. rencontre de telles difficultés à mettre en place une candidature viable, à débattre de plain-pied avec les autres candidats majeurs et à inscrire son nom comme une option sur le bulletin dans chaque Etat (ce n'est pour l'heure officiellement le cas que dans dix d'entre eux) illustre bien la suprématie exercée sans partage par les acteurs du bipartisme américain. Un ordre déloyal, qui écrase toute campagne affranchie des deux grands appareils installés et la maintient dans la marge au nom d'un parasitisme à abattre.

Fréquents délires

Mais que Kennedy ait su entretenir, jusqu'à aujourd'hui, la flamme de sa candidature, des chances pas négligeables de tenir la distance jusqu'en novembre et l'ambition d'être alors le trouble-fête d'une l'élection serrée à mort, est à peu près aussi éloquent de la déliquescence des normes politiques aux Etats-Unis.

On se figure mal comment une campagne nationale, carburant à des millions de dollars de dons, aurait pu survivre, il y a quelques années seulement, à ses fréquents délires et saillies conspiratrices. Comme celle documentée en vidéo lors d'un dîner public l'été 2023, où le candidat RFK Jr. pérorait sur le Covid-19, et sa prétendue action «ethniquement ciblée», conçue pour «attaquer les blancs et les noirs» tandis que les «Juifs ashkénazes et les Chinois» seraient largement épargnés.

Il brigait alors encore l'investiture du parti démocrate, auquel son nom et sa légende familiale sont historiquement chevillés. Depuis, s'estimant lésé par l'établissement du parti au profit d'un Biden donné gagnant d'avance dans une primaire de pure forme, il en a claqué la porte et s'est donc lancé en indépendant, ce qui n'aura pas dissuadé le reste du clan Kennedy de se ranger en masse derrière le président démocrate sortant. Dès l'officialisation de sa campagne en indépen-

dant, RFK Jr. avait vu plusieurs de ses frères et sœurs exprimer leur désapprobation dans un communiqué cinglant : «Bobby porte peut-être le même nom que notre père, mais il ne partage pas les mêmes valeurs, la même vision ou le même jugement. [...] Nous dénonçons sa candidature et pensons qu'elle est périlleuse pour notre pays.» Soucieux de marquer leur profonde désapprobation vis-à-vis du dangereux cavalier seul engagé par l'un des leurs, surtout au risque de faire réélire Trump, pas moins d'une cinquantaine de parents de RFK Jr. ont donc répondu présent à l'invitation de la Maison Blanche à venir fêter à Washington la dernière St Patrick – le saint patron d'Irlande, d'où sont originaires les familles Kennedy et Biden – le 17 mars, avant l'élection de novembre, pour prendre tous ensemble la pose autour de Joe Biden. Le temps d'un monumental portrait de famille dont la pièce manquante n'aura, là non plus, échappé à personne. ➤

PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE

Robert F. Kennedy Jr., à la rencontre du troisième type

Alors que le premier débat de la présidentielle américaine entre les candidats Joe Biden et Donald Trump se rapproche, un troisième candidat, issu de l'illustre famille politique américaine mais pestiféré en son sein, dénonce son exclusion par CNN qu'il juge indigne.



Robert F. Kennedy Jr. en meeting à Austin (Texas).



le 13 mai. PHOTO JORDAN VONDERHAAR - THE NEW YORK TIMES. REDUX, REA

Pour ses soutiens, «il est un des seuls qui ne peut pas être acheté»

Hostile à l'immigration et aux vaccins, favorable à la redistribution sociale, le candidat indépendant attire un électorat lassé par Trump et Biden. «Libé» a assisté à une réunion de sympathisants à Greenville, en Caroline du Sud.

Il est rare de voir d'anciens électeurs de Donald Trump et Joe Biden papoter ensemble. La petite vingtaine de personnes est assise en cercle sur des chaises et des canapés. Chacun leur tour, ils se présentent. Ils travaillent dans l'éducation, la tech ou dans la médecine alternative. «Vous n'êtes pas obligés de dire pour qui vous avez voté», rassure Amy Lansky, qui reçoit le groupe de partisans

de Robert F. Kennedy Jr., avec son mari Steve Rubin, dans leur salon à Greenville, en Caroline du Sud, ce mardi 11 juin. Tous se prêtent pourtant au jeu. La plupart ont voté pour Joe Biden en 2020. «Je voulais Bernie Sanders», explique un homme, la soixantaine, chemise à carreaux et lunettes. Plusieurs répondent «moi aussi». Plus quelques bulletins Trump et abstentionnistes.

«Frissons». Ils se confient avec honte ou regrets, et s'accordent sur un point : ils veulent une alternative au duel Biden-Trump. «Tous ceux qui nous gouvernent ont plus de points communs entre eux. Leurs

intérêts ne sont pas les nôtres. Ils pensent au pouvoir, à l'argent, et pas au peuple. Ce sont les Etats-Unis, la terre des possibilités, et je ne peux même pas avoir un candidat qui représente plus de 10 % ou 20 % de mes préoccupations», regrette

Ronika Perry. La quadragénaire n'a «pas voté depuis un moment». La vidéo de lancement de campagne du neveu de John F. Kennedy, Robert F. Kennedy Jr., lui a redonné espoir. «J'ai eu des frissons», raconte-t-elle.

Plus tôt dans la soirée, les premiers arrivés discutaient autour de quelques apéritifs, légumes frais et fromages disposés sur l'îlot de la cuisine. «C'est fou qu'aujourd'hui, à 70 ans, un candidat soit consi-



déré comme jeune», raille Steve Rubin, 71 ans, ancien Informaticien dans la Silicon Valley, une barbichette et les cheveux attachés en queue-de-cheval. A 70 ans, Kennedy a près de sept ans de moins que Donald Trump, et onze ans de différence avec Joe Biden. «Et vous avez vu son physique !» s'exclame une autre femme, en référence aux vidéos du candidat torse nu en train de faire de la musculation.

«C'est sympa de se retrouver avec d'autres personnes qui ont les mêmes idées», se félicite une femme de 36 ans, la plus jeune du groupe. La réunion sert de première rencontre aux militants et doit permettre d'ébaucher la campagne locale du candidat. Installer un stand pour tracter, récupérer les autocollants pour le pare-chocs arrière, les pancartes à fixer sur la pelouse. «Même s'ils n'ont pas le droit, certains risquent de nous voler nos pancartes», s'inquiète Terrie. Lorsque j'ai partagé une publication de Kennedy sur Facebook, des amis me l'ont reprochée.»

Terrie a participé à récolter des signatures pour que Robert F. Kennedy Jr. puisse être sur le bulletin de vote dans l'Etat de Caroline du Sud – les candidats indépendants doivent répondre à certains critères fixés par chaque Etat pour être éligibles. Adolescente, elle avait seulement tracté pour un démocrate, et en 2016, pour la candidate du parti vert Jill Stein. «Trump a eu sa notoriété avec la télé et Biden n'a jamais été un homme honnête», critique-t-elle. Elle salue le travail du neveu de John F. Kennedy pour l'écologie, ancien avocat pour la défense de l'environnement. «Il poursuit en justice les grandes entreprises depuis des décennies, et il gagne. Il est un des seuls qui ne peut pas être acheté.» Le groupe fustige les dons des «big corporations» aux Partis démocrates et républicains, le coût de la vie, et la gestion par le gouvernement du Covid-19. Nombreux ne sont pas vaccinés.

Effets secondaires. Gail, 62 ans, préfère «l'immunité naturelle». Bien avant le Covid, elle a arrêté de faire vacciner ses enfants. «J'ai fait mes recherches», explique celle qui regrette d'avoir voté pour Donald Trump en 2016, même si «certaines de ses politiques étaient très bonnes, sur les libertés individuelles, pour diminuer le rôle du gouvernement, ou se retirer des conflits à l'étranger». L'hôte, Steve Rubin, se définit comme un «militant pour la sécurité vaccinale». L'ancien chercheur, titulaire d'une thèse en informatique, recense sur un site internet depuis vingt ans les effets secondaires, complications et décès liés aux vaccins. «Le vaccin contre le Covid n'était ni sûr ni efficace», dit-il. «Le Covid nous a appris que beaucoup de choses étaient fausses. Il nous a ouvert les yeux. Je ne pouvais plus croire certaines sources comme le New York Times, ou CNN. C'est devenu difficile de savoir ce qui est vrai ou pas», raconte Amy Lansky, ancienne chercheuse en informatique. Le candidat Robert F. Kennedy Jr. s'était opposé aux vaccins pendant la pandémie.

Les invités partis, Amy et Steve remballent les fromages, rangent les verres. «La plupart des personnes présentes étaient préoccupées par la santé», commente Steve. «Le genre de hippies un peu âgés», s'amuse Amy. Au cours de la soirée, personne n'a parlé de la guerre entre Israël et le Hamas ou de l'avortement – pilier de la campagne de Joe Biden. L'immigration était aussi absente, pourtant un thème majeur de Robert F. Kennedy Jr., qui veut rivaliser avec Donald Trump sur ce sujet. «Ce soir, ce n'était pas le type de groupe qui se préoccupe des frontières», explique Amy. Même si Steve se demande quand même comment elles sont «devenues si poreuses».

EDWARD MAILLE
Envoyé spécial à Greenville,
en Caroline du Sud



LIBÉ.FR

En Ukraine, le feu continue à tomber sur Kharkiv

Mardi, l'UE entamera le processus de négociations pour l'adhésion de l'Ukraine. En attendant, Kharkiv vit au rythme des bombardements russes. Selon les services d'urgence, une attaque a fait samedi deux morts et une cinquantaine de blessés, dont trois enfants. PHOTO REUTERS



LIBÉ.FR

L'actu du conflit au Proche-Orient ce week-end

Un Palestinien blessé attaché sur un véhicule blindé à Jénine, des manifs en Israël, les combats qui continuent entre Israël, le Hamas et le Hezbollah libanais... Retour sur l'essentiel des informations sur la guerre entre le Hamas et Israël, samedi et dimanche. PHOTO REUTERS



Will Lewis à Washington, le 5 novembre.
PHOTO MATT MCCLOIN / THE WASHINGTON POST, AP

Le «Washington Post» rattrapé par les scandales du Vieux Monde

Déjà en proie à des soucis financiers, le journal est secoué par les méthodes douteuses de son nouveau PDG, Will Lewis, qui a de surcroît tenté de nommer à la rédaction en chef son protégé, Robert Winnett, avec qui il travaillait ans la presse britannique.

Par
JULIEN GESTER
Correspondant à New York

La garde partagée de la langue anglaise a beau entretenir l'illusion d'un idiome commun entre journaux britanniques et américains, l'Atlantique reste un gouffre de pratiques, codes et cultures médiatiques difficilement réconciliables, comme l'illustre la nomination avortée à la tête de la rédaction du *Washington Post* de Robert Winnett, vétéran des rédactions anglaises et actuel haut gradé du *Daily Telegraph*. Alors que ses états de service soulevaient de vertigineuses questions éthiques – qui ne semblent pas en être pour tout le monde au Royaume-Uni –, ses présents et futurs employeurs ont annoncé son retrait vendredi.

Robert Winnett avait été choisi seulement deux semaines et demie plus tôt pour rejoindre le *Washington Post* à l'automne, au lendemain d'échecs électoraux américains aux dimensions historiques. Sa désignation à la place d'une rédactrice en chef rétrogradée puis démissionnaire, Sally Buzbee, était alors déjà apparue comme le caprice du nouveau PDG, lui aussi britannique, Will Lewis, dépeché depuis janvier au chevet du *Post* alors que cette institution du journalisme américain – propriété depuis 2013 du multimilliardaire et fondateur d'Amazon, Jeff Bezos – traverse une crise d'au-

dience et de recettes, entre l'évaporation de la moitié des abonnés numériques depuis 2020 (après la présidence Trump et la pandémie) et 77 millions de dollars de pertes enregistrées l'an dernier (environ 72 millions d'euros).

«**Rat boy**». Le renoncement du *Post* à la nomination de Winnett, dit «rat boy» pour sa fringale de scoops, intervient après une succession de révélations embarrassantes quant aux méthodes d'investigation qui lui ont valu ses titres de gloire – tout comme celles de Will Lewis, dont il était le protégé depuis le début des années 2000 au *Sunday Times*.

En 2009, Winnett est à la manœuvre d'un détachement spécial d'enquêteurs du *Daily Telegraph*, alors sous la direction de Lewis, quand le journal révèle, jour après jour, les pièces à conviction d'un scandale d'Etat lié aux notes de frais du Parlement britannique, entraînant une cascade de démissions, du gouvernement à la tête de la Chambre des communes. Un fait d'armes journalistique inestimable – en ce qu'il permet de mettre au jour et corriger des abus systémiques au plus haut niveau des institutions – mais qui en l'occurrence a un prix : 110 000 livres sterling (124 000 euros à l'époque) déboursées par le journal en échange des documents. Une pratique commune des chasseurs de scoops britanniques, mais impensable dans les rédactions des grands médias d'Amérique, que Lewis a défendue devant la rédaction du *Post*, dès sa nomination, comme une mesure de «protection juridique» de la source ayant permis d'accoucher d'«un des travaux journalistiques les plus importants, sinon le plus important, réalisés après-guerre.»

D'autres stratégies révélées par les médias américains seront apparues plus difficiles encore à défendre, qu'il s'agisse de «placer» une jeune journaliste plus d'une année durant dans un bureau du gouvernement britannique afin qu'elle y subtilise des documents destinés aux pages du *Sunday Times*, ou du recours à des informations sciemment obtenues de manière frauduleuse, notamment par l'entremise d'un détective privé – alors que le journal se défendait de rémunérer quiconque pour transgresser la loi. En 2010, la police avait arrêté un certain John Ford, acteur raté devenu «voleur de bas étage» (selon ses propres termes) et homme de main en service commandé pour Winnett, qui l'avait missionné pour voler une copie du livre de mémoires à paraître de Tony Blair. D'autres prestations analogues l'avaient conduit à obtenir les relevés bancaires ou téléphoniques de «cibles» du journal, via des pratiques relevant du *hacking* ou de l'usurpation d'identité. Autant de tactiques qui non seulement contreviennent à

la charte éthique du *Washington Post*, sans ambiguïté («lorsqu'ils recueillent des informations, les journalistes ne travestissent ni leur identité ni leur profession»), mais éclairaient aussi divers soupçons sur le nouveau PDG, Will Lewis, notamment son rôle trouble à l'époque où il faisait face, au sein de l'empire du mogul Rupert Murdoch (Fox News, *Wall Street Journal*...) à l'explosion d'un scandale d'écoutes illégales impliquant le tabloïd *News of the World*. Les cibles étaient des célébrités, jusqu'à la famille royale, comme les figures anonymes de faits divers épouvantables, et les opérations des journalistes de Murdoch auraient même provoqué l'effacement d'un message vocal laissé par un enfant disparu, au risque de retarder les opérations de recherche – elle sera plus tard retrouvée assassinée.

Casseroles. Cette tentaculaire affaire, qui n'a pas fini une décennie plus tard d'accoucher de nouveaux ressacs judiciaires, a récemment rebondi lorsqu'un magistrat a accepté d'en impliquer diverses figures, dont Lewis, dans une procédure visant des manigances engagées pour couvrir les traces des méfaits commis. Depuis, il est apparu que Lewis avait œuvré, certes sans succès, mais à l'intérieur de son journal comme à l'extérieur, pour assourdir l'écho médiatique aux Etats-Unis de ce concert de casseroles. Malgré le «renoncement» de son protégé à le rejoindre à Washington, la campagne, interne comme externe, visant à lui indiquer la sortie ne devrait pas s'essuyer. Sur Facebook, une ancienne figure parmi les plus révérees du *WaPo*, l'ex-journaliste multiprimé David Maraniss, comparait la traîne de scandales trimbalée par la nouvelle direction à une fameuse histoire de Pulitzer usurpé en 1981 par l'une de ses collègues d'alors, qui entretenait «un problème pathologique avec la vérité» et dont il était apparu qu'elle avait contrefait son enquête : «Les problèmes d'aujourd'hui sont d'une gravité bien plus élevée. Le personnel enquête et conteste, à juste titre et sans peur, les actes de son directeur de publication.» Avant de conclure : «Le corps rejette la greffe.»

L'HISTOIRE DU JOUR

Libération

HORS-SÉRIE POLAR



ACTUELLEMENT EN KIOSQUE



Hugues travaille à l'hôpital Bicêtre et va gagner cinquante minutes par jour.



À la station Villejuif-Gustave-Roussy, qui ouvrira plus tard dans l'année.

LIGNE 14

Une ouverture qui met l'eau à la bouche de métro

Reportage à vélo le long des sept nouvelles stations de la future colonne vertébrale du réseau de transports transilien, qui ouvrent leurs portes au public ce lundi. Avec un gain de temps considérable pour les usagers.



Par **DAMIEN DOLE**
Photos
RÉMY ARTIGES

Il paraît que c'est bientôt «le grand jour». Ce lundi, le prolongement de la ligne 14 sera lancé par Emmanuel Macron à Saint-Denis-Pleyel, au nord de Paris. Mais c'est au sud de la capitale que va se produire la plus grande transformation. Sept nouvelles stations vont ouvrir, dont six dans le Val-de-Marne, avec un terminus déplacé d'Olympiades à l'aéroport d'Orly. Avec un million de voyageurs par jour en 2025 selon Ile-de-France Mobilités, la 14 va détrôner la ligne 1 et devenir l'une des plus empruntées au monde. Quelques jours avant le grand saut, on a enfourché notre vélo et roulé de Maison-Blanche (XIII^e arrondissement) à Orly. Un trajet qui nous a permis de saisir l'attente des Franciliens pour l'arrivée d'une ligne adorée des usagers.

Maison-Blanche Le métro parisien encore plus dense

Des ouvriers remettent un peu de terre, installent la scène de l'inauguration, d'autres s'occupent des ascenseurs. On est sur l'avenue d'Italie, dans le XIII^e arrondisse-

ment de Paris. Des personnes vont et viennent des grands immeubles qui longent la nouvelle station. On attrape un jeune couple qui sort de là, ils affichent un sourire qu'on aimerait tous avoir à cette heure-là de la journée. On leur demande ce que ce prolongement va changer dans leur quotidien. «Il va venir plus vite chez moi», rigole la fille. Un peu plus loin, on croise Romuald, qui travaille juste ici, dans l'ingénierie. Il habite à Aulnay, «à hâte de l'ouverture» car il gagnera

«facilement» quinze minutes matin et soir. Sur une nacelle au-dessus de nous, des ouvriers installent les derniers carreaux de l'ombrière qui abritera bientôt les usagers.

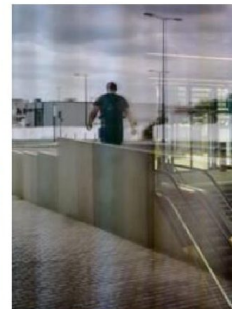
Hôpital-Bicêtre «Vingt-sept ans que je suis les travaux»

Badge à la main, Clémence s'avance tranquillement vers l'entrée ouest de l'hôpital Bicêtre, 5000 salariés. Cette ingénieure d'étude à l'Inserm travaille ici. Elle ne va pas utiliser la

ligne 14 tous les jours, mais «elle est plus fiable que la ligne 7, que beaucoup de [ses] collègues utilisent». Près d'elle, un homme regarde par-dessus la barrière du chantier. «Ça fait vingt-sept ans que je suis les travaux de la ligne 14», balance Hugues, électricien à l'hôpital. Il habite à Saint-Denis. Une heure et dix minutes le matin comme le soir, «quand il n'y a pas de problème». Il va gagner vingt-cinq minutes sur chaque trajet. Le grand gaillard, crâne rasé, assure en se marrant



Aux abords des stations de la ligne 14 Aéroport-d'Orly, Cheville-Larue, Thiais-Orly et L'Hay-les-Roses.





«La ligne 14 est plus fiable que la ligne 7», juge Clémence devant la station Hôpital-Bicêtre.

avoir appris à son collègue du PC sécurité une bonne nouvelle il y a trois semaines: plus besoin pour lui, qui habite à L'Haÿ-les-Roses, de prendre deux bus et un métro, il sera au travail en à peine quinze minutes. Hugues ajoute: «J'ai 62 ans, je suis fatigué, le RER D est un enfer, j'en ai marre des longs tapis roulant de Châtelet toujours en panne, du monde, des touristes...» On lui demande si ça va lui changer la vie: «Je suis à la retraite dans six mois.»

Villejuif-Gustave-Roussy Le futur hub de la banlieue Sud

Ici, le chantier est colossal. La ligne 14, colonne vertébrale des transports parisiens, croisera fin 2025 la ligne 15, dorsale sud de l'agglomération. L'imposant hôpital Gustave-Roussy de Villejuif, en face de la station qu'on pourrait confondre avec un stade, est entouré de dizaines de taxis qui se garent là où ils peuvent. Ilisabete – avec un «i», à la portugaise – habite à Vitry. Cette brancardière souriante aux cheveux châtons bouclés vient à vélo et ne compte pas utiliser le métro au quotidien. «Mais je le prendrai lundi, le premier jour! Histoire de voir concrètement à quoi servaient tous ces travaux.» Pas de chance pour elle, Villejuif-Gustave-Roussy est la seule station du prolonge-

ment sud qui n'ouvrira pas la semaine prochaine, mais plutôt à la fin de l'année, selon la RATP. On lui demande tout de même quel trajet elle fera. Ilisabete ne s'est pas encore posé la question et se rend compte que ce n'est pas si pratique. C'est la ligne 15 qui lui changera véritablement la vie, grâce à une gare qui va sortir de terre à côté de chez elle. D'ici un an et demi, des millions de passagers passeront chaque semaine dans les profondeurs de ce qui deviendra le hub le plus important de la banlieue sud.

L'Haÿ-les-Roses Un quartier résidentiel désenclavé

On est resté un temps perdu dans nos pensées à regarder un davier installant la scène de l'inauguration. Les derniers préparatifs semblent plus avancés ici que pour les stations précédentes. Derrière le comptoir de la boulangerie l'Haysienne, Prescillia l'assure: «La ligne 14, on nous en parle tous les jours. A nous demander où en sont les travaux, quand cela va ouvrir...» La patronne a acheté ce commerce il y a cinq ans, sachant que la gare ouvrirait bientôt. Entre-temps, trois barres d'immeubles ont été détruites pour laisser place au nouveau métro. Autant de clients en moins. «Mais ça sera largement

compensé par ceux que le métro va nous ramener.» Des personnes qui prenaient le bus à cinq ou dix minutes d'ici vont devoir passer juste devant. C'est la première gare de métro ou RER à L'Haÿ-les-Roses, à peine désenclavée par le tramway T7 qui passe à la frontière de la ville. On est dans un quartier essentiellement résidentiel, bien plus dense que la moyenne dans la petite couronne selon l'Atelier parisien d'urbanisme, et la moitié du parc d'habitation consiste en des logements sociaux. De l'autre côté de la station, deux vingtaines reviennent avec leur déjeuner. «J'habite juste à côté, mais franchement je l'utiliserai rarement, juste pour sortir à Paris. Je ne me déplace qu'en voiture», confesse Thibaut. Plus on s'éloigne de la capitale, plus la voiture redevient reine: 42% des trajets domicile-travail sont d'ailleurs réalisés en voiture dans le quartier de la gare, contre un tiers en moyenne dans la métropole du Grand-Paris. En attendant la révolution des mobilités ce lundi?

Chevilly-Larue «Mes collègues n'attendent que ça»

Longtemps oublié des politiques de transports en commun, le marché international de Rungis, essentiel à la nourriture des Franciliens, est

le paradis des voitures et des camions. Malgré tout, à l'entrée sud du lieu, un ballet de bus et de tramways attend que le métro violet les rejoigne d'ici quelques jours. Autour de la gare cuboïde, sobre et effilée, quelques arbres plantés, des pelouses qui peinent à démarrer et de larges allées blanches forment un sas entre la station et un enchevêtrement de bâtiments. Certains pratiquement neufs, d'autres en construction. Benjamin (1) promène un grand chien noir dans ces allées. Ce pompier besogne dans le X^e arrondissement de Paris. La ligne 14 qui arrive? «C'est royal. Tous mes collègues qui habitent ici attendent que ça.» Le matin, il doit prendre son poste très tôt, trop tôt pour le tramway T7 qui circule dans notre dos. L'ouverture aux aurores du nouveau métro va lui permettre d'arrêter les Noctiliens et le RER B. On lui demande ce que tout ce temps gagné va changer dans sa vie. Il est surpris: «Franchement, je n'en sais absolument rien.»

Thiais-Orly A la rescousse du RER C

Au milieu d'une zone d'activité de 24000 emplois quasiment inhabité et un peu tristounne, un énorme cube est apparu. De lourds engins de chantier nettoient la base de vie dans un bruit incessant. Baptisée Pont-de-Rungis-Aéroport d'Orly, la gare du RER C, pourtant à 5 kilomètres du site aérien, est abritée dans un bâtiment bien plus modeste. Le lieu sera en revanche un symbole du maillage des transports ferrés franciliens (16 lignes de métro, 14 de tram, 14 de RER et Transilien) en train de passer de l'extraordinaire au stratosphérique grâce à des lignes qui ne se croiseront plus essentiellement à Paris mais également en banlieue. Les usagers pourront passer ici d'un RER qui multiplie les problèmes techniques à une ligne 14 réputée sans problème ou presque. On demande à un chauffeur de bus RATP si l'arrivée du métro ici va changer quelque chose dans son service. «On n'a aucune info, on sait juste qu'un arrêt va être ajouté sur la ligne», dit-il à son volant, avant de parler de ses conditions de travail, de montrer une boîte bleue échouée dehors qui fait office de

toilettes, de l'absence de salle de repos. La ligne 14, c'est la même famille RATP, cela va améliorer la situation de lui et ses collègues, non? «Même pour ça, on n'en sait rien.» A 16 h 30, le chantier s'arrête, plus un bruit, même les RER glissent silencieusement en contrebas. Un gars, casque audio noir et cheveux attachés, explique au téléphone qu'avec la ligne 14, il sera à Châtelet en vingt minutes, avant de descendre sur les quais.

Aéroport d'Orly Les touristes connectés au réseau parisien

Il fallait voir la tête des automobilistes tomber sur des vélos dans le dédale de voies de l'aéroport d'Orly, alors qu'on suivait les panneaux «métro». Aéroports de Paris (ADP) veut bouter les voitures individuelles hors du site. Et, en plus du «plan vélo 2030», la ligne 14 est la principale pièce de cette ambition. En dessous du terminal 3, une grille large de 15 ou 20 mètres empêche l'accès à la gare, la seule des sept du sud à sembler fin prête. Deux coordinatrices service client d'ADP font coucou à des collègues qui sont dans la station. «Je n'en connais pas qui vont l'utiliser parmi les salariés», reconnaît Christine, avec la veste bleu marine classe de l'aéroport. On prend parfois le service à 5 heures, certains habitent au sud et viennent en voiture. Mais pour les touristes qui vont dans Paris ou vers les gares, c'est sûr que ça sera génial. Certains craignent en revanche que cette arrivée ne sonne le glas de l'Orlybus. Prés d'un escalator en surface, lui aussi fermé d'accès, des touristes vont et viennent en demandant comment emprunter le métro. Deux Franco-Libanais qui reviennent de Beyrouth doivent aller à la gare de Lyon pour rejoindre la préfecture du Rhône. S'y rendre en métro? «Ça aurait été exceptionnel», dit l'un d'entre eux avec un doux sourire. Ils hésitent à prendre le train Orlyval, dont le modèle économique sera brisé par la ligne 14. Prés d'une heure de trajet, contre vingt-cinq minutes à partir de lundi. A côté d'eux, une dame prend en photo la signalétique du métro encore endormi. C'est l'attraction du moment. ◀

(1) Le prénom a été changé.



qui doivent ouvrir ce lundi.





LIBÉ.FR

Aux Maldives, la protection des requins mise en péril par la pêche

Protégés depuis 2010 par une interdiction de pêche, les poissons ont repris leurs droits dans les eaux de l'archipel. Au point d'agacer les pêcheurs, inquiets de leur prédation largement nourrie par le tourisme de masse. Lire sur liberation.fr le reportage de notre envoyé spécial aux Maldives. PHOTO REUTERS

102 salariées

dont 70% de femmes, vont perdre leur emploi dans la liquidation de la Manufacture des Lumières (ex-Dietal), à Saint-Georges-de-Mons (Puy-de-Dôme). Vendredi, ils ont organisé une journée pour dénoncer la liquidation de leur boîte, interpellant les acteurs politiques sur la désindustrialisation de leur région des Combrailles. «Un gouvernement qui parle de souveraineté industrielle, de rénovation énergétique, mais qui laisse fermer cette entreprise alors que les LED sont l'un des moyens les plus rapides à mettre en place pour faire des économies d'énergie ! Les salariés ne peuvent pas se retrouver dans cette politique», s'empare Anthony Vedeau, délégué CGT. «Je sais quelles sont mes convictions politiques, la situation me confirme que je fais le bon choix», assure l'une des employées. Derrière, de petits cercueils de métal et les prénoms des salariées décorent les grilles de l'usine.

Le skate est un repaire de talents précoces. En 2021, la France envoyait aux Jeux de Tokyo Madeleine Larcheron, 15 ans. Et cette année, la plus jeune athlète de la délégation française aux JO sera une skateuse, Louise-Aïna Taboulet. A bientôt 15 ans, l'Audoise a gagné son ticket pour être de la partie place de la Concorde, où vont se dérouler les épreuves olympiques. Suivant un plan que la collégienne s'était fixé il y a trois ans, quand elle avait fait une nuit blanche pour voir les épreuves du «park» femmes des Jeux de Tokyo. Louise-Aïna Taboulet est une «fille de». Ses parents, d'endurosurfeurs de renom, tiennent un club multisport à Leucate, près de Narbonne, où l'ado a grandi. Sa mère l'a posée sur un skate à 6 ans. L'affaire a pris un virage sérieux en 2020, lorsque Louise-Aïna Taboulet a intégré



ANDRÉ ABAC

JO: la skateuse Louise-Aïna Taboulet, 14 ans, benjamine des Bleus

l'équipe de France junior. Elle développe une appétence pour le «park», épreuve où il faut réaliser ses meilleurs «tricks» (figures) dans un «bowl» (sorte de cuvette avec les rebords arrondis), le tout en 45 secondes. Dans la foulée

elle remporte les championnats de France 2022 et 2023. Puis elle claque un gros «run» (passage) lors des mondiaux, où elle décroche la meilleure note des Françaises. De quoi consacrer son entrée dans le top 20 mondial et alimenter

des ambitions pour Paris. Ecolière, elle a un statut de sportif de haut niveau. Elle a ainsi pu passer son brevet blanc au printemps entre un stage à Los Angeles et des qualifications à Shanghai. Un agenda sur-mesure indispensable, pour celle qui s'en tient à six séances de glisse par semaine, sous les ordres de son père. Depuis peu, «Nana» est suivie par un préparateur physique. Indispensable aussi, lorsqu'il faut se remettre de blessures, qui sont légion dans un tel sport à risques. Et Louise-Aïna Taboulet n'y a pas échappé. Alors pour se mettre en confiance, elle s'est créé un rituel avant chaque épreuve: elle fait tourner les roulettes de son skate «deux fois en haut et une fois en bas pour enlever la poussière». Habitude qu'elle n'entend pas changer d'un iota à la Concorde.

ROMAIN MÉTAYER



En Isère, un hameau détruit par les flots

Autrefois niché au cœur du massif des Ecrins à 1700 mètres d'altitude, dans la région de l'Oisans-en-Isère, le hameau de la Bérarde est désormais rayé de la carte. Très tôt vendredi, le torrent du Vénéon s'est déchaîné, emportant sur son passage arbres, chalets ainsi que les routes

menant à ce petit village rattaché à la commune de Saint-Christophe-en-Oisans. La faute à d'impressionnantes précipitations et à la fonte des neiges sur les sommets aux alentours. Une centaine de personnes ont dû être évacuées par hélicoptère dans la journée de

vendredi, les secours ne pouvant accéder au village que par les airs. Face à l'ampleur des dégâts, le ministre de la Transition écologique, Christophe Béchu, a promis samedi sur BFM TV une «mission d'évaluation des dégâts» pour «très rapidement débloquer un

fonds d'urgence pour les collectivités locales» et permettre le début des travaux «dès les prochains jours». Aucune victime n'est à déplorer, «un miracle», a estimé auprès de France Bleu Isère le maire de Saint-Christophe-en-Oisans, Jean-Louis Arthaud. (avec AFP) PHOTO JOSÉ GARCIA. MAXPPP

«[La joggeuse] a pénétré dans un enclos des loups, en franchissant deux systèmes de sécurité destinés à empêcher les animaux de sortir. Elle a été blessée au cou, au mollet et au dos.»

UNE SOURCE PROCHE

DU DOSSIER après qu'une femme a été blessée au zoo de Thoiry

Elle a été attaquée lors de son footing, rapporte le journal *le Parisien*. Une cliente de 37 ans du parc zoologique de Thoiry (Yvelines) a été grièvement blessée dimanche matin, après avoir été mordue par des loups. Selon une source proche du dossier, il était environ 9 heures quand la joggeuse a «pénétré dans un enclos des loups, en franchissant deux systèmes de sécurité, un fossé et un dispositif électrique». La joggeuse avait passé la nuit dans un hébergement hôtelier du parc. Elle a été blessée «au cou, au mollet et au dos», ajoute cette même source, et a été transportée à l'hôpital en urgence absolue, selon la procureure. Selon *le Parisien*, il a fallu que les soigneurs interviennent pour libérer la visiteuse des canidés, ce que confirme le parquet. Comme l'expliquent nos confrères, seuls les automobilistes sont autorisés à circuler dans cet «espace safari». La Brigade de recherches de Mantes-la-Jolie a été chargée de l'enquête. «Sous toute réserve à ce stade, elle s'est retrouvée dans l'espace safari, en principe réservé aux voitures. C'est là qu'elle s'est fait attaquer par trois loups, a confirmé la procureure de la République de Versailles, Maryvonne Caillibotte. Je ne suis pas en mesure de dire si c'est elle qui s'est trompée ou si le ballage n'était pas bien fait». Le zoo de Thoiry a été créé en 1968 par le comte de La Panouse, qui a revendu en 2018 l'activité zoologique à un groupe d'investisseurs.

Répertoire

repertoire-libe@teamedia.fr / 01 87 39 82 95 / 01 87 39 82 89

Disquaire achète au meilleur Prix

DISQUES VINYLES 33T - 45T - CD
TOUS STYLES TOUTES QUANTITÉS

Jazz - Pop - Rock - Musique Classique - Métal - Punk - Soul - Funk
- House - World - (Afrique, Antilles, Maghreb) - Reggae - Hip Hop

Gros Stocks et Collections

Contactez-nous 07 69 90 54 24

MATÉRIEL AUDIO

Platines - Hi-Fi - Amplis - Cellules - DJ - Jeux Vidéo - Consoles
Déplacement en France
avec respect des mesures sanitaires en vigueur.

Réponse très rapide PAIEMENT CASH

Annonces légales

Avis d'Offre au Public de Titres Financiers La Société Foncière Terre de Liens SCA à capital variable, lance une Offre au Public de Titres Financiers pour augmenter son capital de maximum 22 999 935 €, par émission de 219 047 actions, d'un prix de 105 €, dont une valeur nominale de 100 € et une prime d'émission de 5 €. L'objectif est de financer l'acquisition de terres et bâtis pour faciliter l'installation et le maintien d'activités agroécologiques. Période de souscription : du 17/06/2024 au 31/03/2025. Les conditions et facteurs de risques fiscaux, juridiques et financiers, dont notamment le risque de perte des avantages fiscaux, les risques juridiques et le risque de perte totale ou partielle de valeur de la Société, sont décrits dans le prospectus visé par l'AMF n° 24-225 en date du 17 juin 2024*, accessible sur les sites www.amf-france.org et www.terredeliens.org. Les investisseurs potentiels sont invités à lire le prospectus avant de prendre une décision d'investissement afin de pleinement comprendre les risques et avantages potentiels associés à la décision d'investir dans les valeurs mobilières.

*L'approbation du prospectus ne doit pas être considérée comme un avis favorable sur les valeurs mobilières offertes, lorsque la communication à caractère promotionnel contient une référence à un prospectus approuvé par une autorité compétente

Immobilier

immo-libe@teamedia.fr
01 87 39 80 20

VENTE

5 PIÈCES

FONTENAY SOUS BOIS
-94Appartement à vendre
5 pièces - 87,14 m2

A deux pas, les lignes de bus 118, 122 et 301 facilitent vos déplacements pour rejoindre le RER A à Val de Fontenay. A seulement 2 minutes à pieds des écoles et entouré de commerces, restaurants et boulangeries.

Cet appartement plein de potentiel à FONTENAY SOUS BOIS offrant une surface de 87m² pour créer votre espace idéal. Situé sur un étage avec ascenseur.

le bien comprend trois chambres, un salon/salle à manger de 32,38 m² pouvant facilement se transformer en quatrième chambre, une salle de bains et un wc séparé. De nombreux rangements et une cave complètent cet appartement.

PRIX : 284 900 EUROS

<https://www.seloger.com/annonces/achat/appartement/fontenay-sous-bois-94/215410411.htm>

tél : 0614081414 agence s'abstenir MERCI

Libération
est habilitée pour toutes
VOS ANNONCES LÉGALES
sur les départements
75-93-94
de 9h à 18h au 01 87 39 84 00
ou par mail : annonces-libe@teamedia.fr



www.liberation.fr
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
tél. : 01 88 47 98 80
contact@liberation.fr

Édité par la SARL
Libération
SARL au capital
de 23 243 662 €
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
RCS Paris : 382 028 199

Principal actionnaire
Presse Industrielle SAS

Coprésidents
Dow Allon,
Amandine Bascou-Romeu

Directeur de la publication
Dow Allon

Directeur de la rédaction
Dow Allon

Directeur délégué
de la rédaction
Paul Guinio

Directrices adjointes
de la rédaction
Stéphanie Aubert,
Lauren Provost,
Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef
Michel Becquembourg
(spécial), Frédéric
Bezaud (presse),
Laura Bretton (JO), Gilles
Diers (pilotes web),
Christian Losson
(enquête), Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Lilian Alemagna (France),
Anne-Laure Barré
(environnement),
Lionel Chertier (photo),
Cécile Daumais (L),
Sonia Delessalle-Stolper
(monde), Fabrice Drouzy
(supplément),
Younis Duval (forams),
Mathieu Ecoiffier (idées),
Guillaume Girard
(modes de vie),
Cécile Mathiot
(checknews),
Camille Peugeot (actu),
Didier Péron (culture)

ABONNEMENTS
Site : abo.liberation.fr
abonnement@liberation.fr
tarif d'abonnement : 1 €
France métropolitaine : 384 €
tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ
Libé plus
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
publicite@liberation.fr

PETITES ANNONCES
& CARNET
10, bd de Grenelle
75015 Paris
tél. : 01 57 35 80 20
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION
Midi Print (Gallargues),
POP (La Courneuve),
Nancy Print (Jarville),
CILA (Héric)
Imprimé en France

ACPM
LETH + PACER
Membre de l'ACPM.
CPPAF : 1125 C 80064.
ISSN 0335-1793.
Origine du papier : France
Taux de fibres recyclées :
100 % Papier détenu par
l'Éco-Jobel européen
N° F1/37/01

Indicateur
d'eutrophication :
PTot 0,009 kg/t de papier
La responsabilité du
journal ne saurait être
engagée en cas de non-
restitution de documents.
Pour joindre un journaliste
par mail : initiale du
prenom.nom@liberation.fr

SUDOKU 5316 MOYEN

2	3	5	7	9	1
9			8	3	7
			4	2	
4	1	6			2
3	6	1	2	5	
5	8			4	1
			5		
1		4	9		3
8	7	2	6	5	4

SUDOKU 5316 DIFFICILE

4	8	1	2	5	
	1			7	
2	6			9	1
		9	7	2	5
1		4	3		2
		1	8	9	
6	1			4	8
	9			5	
8	3	5	1	9	



Solutions des
grilles précédentes

MOYEN

3	1	8	3	7	2	9	4	6
4	3	8	5	1	2	7	6	9
7	2	9	8	6	4	1	3	5
6	4	2	1	9	7	8	5	3
8	5	1	4	2	3	6	9	7
9	7	3	6	5	8	4	1	2
3	8	5	2	4	9	7	6	1
1	9	7	5	8	6	3	2	4
2	6	4	7	1	5	9	8	3

6	3	5	7	8	1	4	9	2
7	4	2	3	6	9	8	1	5
1	8	9	4	5	3	7	6	2
8	3	1	9	2	7	4	6	5
9	7	4	8	5	6	1	2	3
3	6	7	9	1	4	2	5	8
4	2	8	5	7	3	9	1	6
5	9	1	6	2	8	3	7	4

DIFFICILE



Retrouvez les derniers
numéros de «Libération»
et nos collectors sur
notre boutique



BOUTIQUE.LIBERATION.FR

LUNDI 24

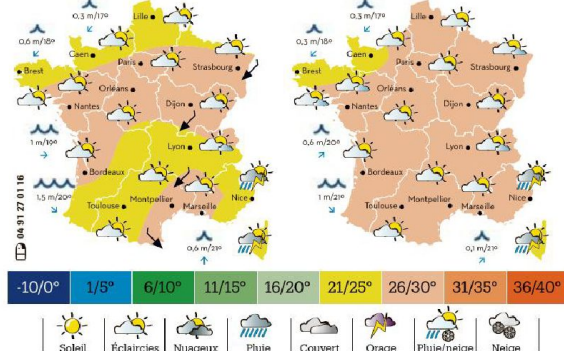
Avec le retour de l'anticyclone, une journée
pleinement estivale s'annonce enfin avec un
soleil généreux parmi quelques nuages de
beau temps. Un temps instable concerne la
Corse avec un risque d'averses orageuses
dans l'après-midi. Une chaleur sans excès
revient sur les 3/4 du pays.

EN SOIRÉE Temps sec et calme, bien
agréable avec un ciel assez bien dégagé.

MARDI 25

Temps estival sur l'ensemble du pays avec
du soleil et une chaleur qui s'intensifie.
Les 30 °C pourront être atteints sur les deux
tiers sud du pays et sur l'agglomération
parisienne.

EN SOIRÉE Le ciel s'ennuage près de
l'Atlantique et devient chaotique. Quelques
ondées accompagnées de coups de tonnerre
peuvent se déclencher sur la côte aquitaine.



Agitée	Peu agitée	Calme	Port	Moderé	Faible		www.lachainemeteo.com	
			←	←	←		nos prévisions gratuites à 15 jours	
FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	14	24	Lyon	16	25	Alger	19	24
Caen	13	23	Bordeaux	14	27	Berlin	14	23
Brest	16	21	Toulouse	13	25	Bruxelles	14	24
Nantes	15	25	Montpellier	17	29	Jérusalem	22	33
Paris	14	25	Marseille	19	26	Londres	14	24
Strasbourg	15	24	Nice	19	25	Madrid	17	32
Dijon	15	25	Ajaccio	18	22	New York	25	31

EURO Didier Deschamps entre le maillot et l'enclume

Avant le dernier match de poule contre la Pologne mardi, le sélectionneur d'une équipe bleue dans la tourmente doit gérer moult dossiers sportifs et extra-sportifs, de la stérilité offensive sur le terrain aux impulsions politiques diverses de ses joueurs.

Par
GRÉGORY SCHNEIDER
Envoyé spécial à Paderborn (Allemagne)

Ce qui reste d'une Pologne déjà éliminée sera opposé aux Bleus mardi à Dortmund, épilogue d'un premier tour que les Tricolores sont quasi assurés de passer. Et Didier Deschamps arbore désormais la mine contrariée et inquiète de celui qui sait que ça va lui tomber dessus sans pour autant savoir quoi, ni quand. Le sélectionneur a bien quelques idées.

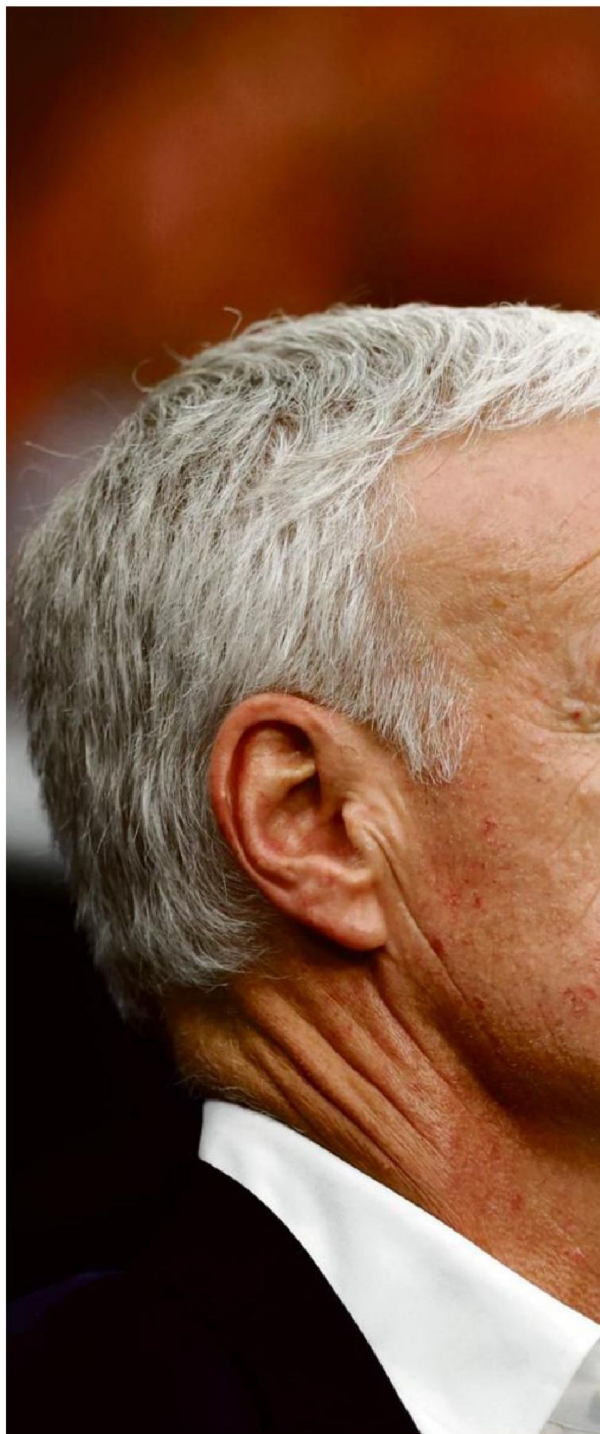
Et de la ressource, assurément. Interrogé sur les obstacles qui, de son point de vue, s'abattent sur son équipe avant chaque match de cet Euro allemand – les prises de parole de certains joueurs appelant à se mobiliser dans les urnes contre le Rassemblement national en marge de l'Autriche (1-0) ou l'indisponibilité de sa superstar Kylian Mbappé avant les Pays-Bas (0-0) –, le Basque s'était montré cassant et ironique: «Vous savez, je n'ai pas de mémoire. Ça m'arrange. Et je gère tout ce qui vient avec beaucoup de tranquillité. Lors du premier match, sur huit questions posées par les journalistes, j'en ai eu sept et demie qui touchaient un domaine en dehors du football. Là, avec la blessure de Kylian, il n'y a pas de perturbations dans le groupe. Je parle de sérénité. La situation n'est pas comparable avec le contexte du premier match.»

La veille de l'Autriche justement, le 16 juin: «Concernant les prises de position [politiques]

des joueurs, il y a les pour, les contre... Ça plaira, ça ne plaira pas... Moi, j'ai beaucoup de choses à gérer. A titre personnel, je ne peux que suivre ce qui a été dit de plus important: accomplir son devoir civique. Le fait de voter a toujours été important et là, il l'est aussi. Les joueurs ont leur liberté. Après, ça va parler: "C'est très bien", "Ce n'est pas son rôle"... (il soupire). Ce que je sais, c'est que l'espace d'un match, le sport a cette faculté à réunir tout le monde. On ne résoudra rien d'autre. Mais réunir les gens, ça, c'est sûr.»

AGACEMENT ET TEXTE COMMUN

Si elles décroissent depuis dix jours alors que les Bleus s'enfoncent dans la compétition, les discussions politiques entre les joueurs tricolores ont été animées. Comme l'a affirmé publiquement le sélectionneur, il ne s'en est pas mêlé, sachant aussi que cela aurait pu être interprété comme une invitation au silence et le lui être reproché. L'entraîneur des Bleus se lâche plus volontiers sur le contexte. Sous l'impulsion du directeur général de la Fédération, Jean-François Vilotte, nommé en avril 2023, la FFF a changé depuis la fin de l'ère Noël Le Graët. Se voulant plus dynamique et innovante sur le plan commercial, ce qui l'a parfois conduit «à frayer avec la ligne jaune» selon un ancien, elle souhaite aussi s'ouvrir sur les questions sociétales, y voyant une forme de modernité. Et les prises de parole de Marcus Thuram, Kylian Mbappé et Aurélien Tchouaméni, visant le Ras- ●●●



Didier Deschamps peu avant la rencontre entre la France et les Pays-Bas (0-0), vendredi

●●● semblément national pour le premier et «les extrêmes» pour les seconds, ont été plutôt vues d'un bon œil par certains membres de l'institution. Ce qui a agacé Deschamps. Que les joueurs s'expriment est une chose qu'il ne peut de toute façon pas éviter, qu'ils le fassent en pleine compétition internationale avec l'assentiment plus ou moins explicite des garants du cadre à l'intérieur duquel il va falloir les tenir en est une autre.

Sous contrat jusqu'au Mondial nord-américain de 2026, le sélectionneur a aussi vu, comme au début de chaque phase finale de compétition depuis 2018, Zinedine Zidane passer une tête dans le champ médiatique. Sous contrat avec l'écurie française Alpine, l'ex-international tricolore est venu donner le départ des 24 Heures du Mans le premier week-end de l'Euro. Or si Le Graët avait offert au coach tricolore une protection indéfectible les nombreuses fois où Zidane avait fait donner ses relais médiatiques pour convoiter la succession de l'entraîneur des Bleus, Deschamps n'a aucune raison d'être aussi sûr de la confiance de l'actuel président de la Fédération, Philippe Diallo. Surtout dans un contexte politique, voire sociétal, où l'écuménisme supposé de l'ancien meneur de jeu des Bleus compterait double, et même triple.

Par ailleurs, son équipe a aussi sur les bras ce qu'il a communiqué. Il faut en rappeler la genèse. Voulat à la fois aller sur le terrain politique, exprimer une position commune sur «les valeurs de tolérance, de mixité et de respect à un moment crucial de l'histoire de notre pays» et protéger les plus jeunes joueurs pour lesquels assumer un état d'esprit commun et trouver les mots qui vont avec est plus difficile. Mbappé avait parlé le 16 juin d'un projet de texte commun. Que les vingt-cinq sélectionnés pour l'Euro allemand endosseraient à parts égales avant le premier tour des législatives du 30 juin. Or l'affaire n'est pas simple. Si tous les joueurs n'ont pas les mêmes opinions, à commencer par Thuram et Mbappé d'ailleurs, ils peuvent à peu près se mettre d'accord sur une expression qui dépasserait un (très neutre) appel à accomplir son devoir de citoyen.

Mais il y a les familles. Ou les proches, que les joueurs n'ont pas non plus envie de heurter au nom de convictions plus ou moins circonstanciées à cette période (Euro, législatives) de leur vie. Sans même parler de certains conseillers leur demandant de ne pas mettre la main dans un domaine où ils peuvent se faire arracher le bras. Avant les Pays-Bas, ces réalités invisibles sont remontées à la surface quand deux cadres sont venus mettre en avant leur liberté de ne pas communiquer leur propre vote tout en laissant entendre en creux qu'il faudra assumer une éventuelle position publique au-delà du second tour des législatives le 7 juillet, quel que soit le verdict. Le milieu Adrien Rabiot s'était fait concis et réaliste : «On est dans une démocratie, il faut l'accepter.» Et le vice-capitaine, Antoine Griezmann, avait évoqué une possible mise en sommeil de l'initiative commune tricolore : «Le communiqué... Bon, on verra si ça va se faire ou non. Personnellement, je ne me vois pas utiliser ma notoriété pour dire aux gens ce qu'ils doivent faire. Le seul truc que je peux dire, c'est "allez voter". C'est assez rapide. Donc il faut le faire.»

ARDOISE MAGIQUE

On nous a fortement invité à ne pas y voir une pierre dans le jardin de Mbappé. A son idée, Griezmann, dont la sensibilité politique n'a jamais affleuré et qui s'est dans le passé engagé pour la cause homosexuelle (il est bien le seul international tricolore) ou contre les persécutions envers les Ouïghours dans la province chinoise du Xinjiang, fait plutôt preuve de sens des responsabilités. Comment

faire atterrir sans trop de dégâts le satellite lancé le 16 juin par Mbappé ?

A ce stade et vu de Paderborn, où les Bleus résident et s'entraînent entre deux rencontres, c'est tout un art. Que l'on mesurera à l'aune du fameux communiqué, si toutefois il émerge. Sa neutralité mesurera l'ampleur des renoncements et la difficulté de les faire tenir tous dans quelques lignes. Et même d'en faire tenir d'autres que ceux qui sont là. Il en va du communiqué fantôme, de l'ombre de Zidane ou du bricolage fédéral comme de tout ce qui a précédé lors des compétitions précédentes : les yaourts pourris qui avaient braché les compagnes des joueurs en 2014, la mise à l'écart de Karim Benzema puis le retour du même en 2016 et 2021, les virées moscovites et la gestion de Mbappé en 2018... un coup d'ardoise magique et hop ! La France entière communie dans la rue en se foutant de tout le reste.

Et cette ardoise magique, c'est la victoire. Deschamps la cherche un peu. Le milieu Arélien Tchouaméni s'en amusait dimanche devant les micros : «La première place [ex æquo avec la sélection des Pays-Bas, ndr] du groupe avec 4 points en deux matchs et zéro but marqué [puisque c'est un Autrichien qui avait marqué contre son camp lors de la victoire des Bleus 1-0 lors de leur première rencontre], ça n'a pas dû arriver souvent quand même.» Puis, après une longue réflexion : «On a des occasions pour marquer, des attaquants de classe mondiale et, d'ailleurs, notre efficacité offensive concerne tout le monde, pas seulement les attaquants mais les milieux qui doivent se projeter vers le but adverse, les défenseurs... J'ai envie de faire un parallèle avec notre avant-saison au Real Madrid. On se créait beaucoup d'occasions, on ratait pas

mal et ça a fini par venir. La solidarité défensive est primordiale et elle est là. Après oui, marquer nous faciliterait la tâche.»

FÉLICITÉ OFFENSIVE

Avant lui, la version délivrée par les joueurs était plus minimaliste : l'important est de se créer des occasions, la véritable impuissance se situe en amont, c'est-à-dire dans la difficulté à s'en créer, et les buts finiront bien par tomber, à défaut de pleuvoir. Un argument ubi, faisant l'ordinaire de cette bonne vieille Ligue 1 où les attaquants sont d'un niveau bien moindre. Et que l'on pourrait situer dans une sorte de triangle des Bermudes footballistique.

Un pas nécessairement faux. L'adresse devant le but, c'est un peu le doigt de Dieu. Il se pose où et quand il veut. Deux : une excuse quand même, permettant de remettre à plus tard des débats que le staff des Bleus redoute en pleine compétition, les questions afférentes à une stérilité durable pouvant polluer la psyché collective tricolore. Trois : censée gonfler les voiles et la confiance des attaquants concernés, la méthode Coué est encore le chemin le plus direct vers cette félicité offensive qui fait l'ordinaire des Bleus sous l'ère Deschamps. Mesurant la capacité d'une équipe à créer du danger, les Expected Goals (ou XG) viennent en partie au secours de l'argumentaire tricolore, soit 3,4 par rencontre dans cet Euro, autant que la Mannschaft allemande. Pour autant, on jurerait que le sélectionneur ne sent pas la situation ou que quelque chose l'agace. En attendant les huitièmes de finale en début de semaine prochaine, le match contre une sélection polonaise balayée lors de ses deux premières rencontres pourra toujours servir de leurre. Ou pas. ►

Les informés

de Bérengère Bonte,
du lundi au vendredi
à 20h

1h de décryptage
et d'analyse
de l'actualité

chaque lundi
avec



franceinfo:
radio . web . tv canal 27



IDÉES/

Patrick Boucheron

«Contre l'extrême droite, sortir de la torpeur, maintenant!»

Que celles et ceux qui s'inquiètent des outrances d'une certaine extrême gauche veuillent bien considérer aujourd'hui la réalité du rapport de force: c'est bien le Rassemblement national qui est aux portes du pouvoir. Ne laissons pas les mâchoires du piège se resserrer.

A quoi reconnaît-on l'imminence d'un événement historique? Pas toujours au fracas d'une tempête qui gronde. Celui-là, quand on l'entend, on sait qu'il faut se mettre aux abris. Mais il arrive que l'orage, si lent à crever, ait su se rendre imperceptible à force de paraître inexorable. Alors il convient d'avoir l'oreille fine pour interroger le silence et déceler ce qui se trame dans cette fausse torpeur.

Avez-vous remarqué que c'est souvent le moment où les réseaux sociaux font jaillir une citation de l'insubmersible, et toujours indispensable, Victor Hugo? Celle qui surgit aux lendemains de la dissolution de l'Assemblée nationale est extraite de *Claude Gueux* (1834): «En général, quand une catastrophe privée ou publique s'est écroulée sur nous, si nous examinons, d'après les décombres qui en gisent à terre, de quelle façon elle s'est échafaudée, nous trouvons presque toujours qu'elle a été

aveuglément construite par un homme médiocre et obstiné qui avait foi en lui et qui s'admirait. Il y a par le monde beaucoup de ces petites fatalités têtues qui se croient des providences.»

Fermez le ban : cette fois-ci, il a son compte. Le président de la République le sait bien d'ailleurs, qui ne cesse depuis lors de multiplier les déclarations inconséquentes et hargneuses. Elles ne réclameraient que notre indifférence si elles ne jalonnaient un déplorable «chemin mémoriel» où chaque station de notre histoire nationale est souillée par une parole qui en méprise la dignité (à Oradour-sur-Glane, le 10 juin, il se déclare «ravi» de «leur avoir balancé une grenade dégoupillée dans les jambes», et c'est sur l'île de Sein qu'il s'en prend, le 18 juin, au «programme totalement immigrationniste» du Front populaire). Inutile de commenter plus avant: Emmanuel Macron est sorti de l'histoire. Et s'il y entre à nouveau, c'est pour y occuper la place la plus infâme qui soit en République, celle des dirigeants ayant trahi la confiance que le peuple leur a accordée en ouvrant la porte à l'extrême droite – d'abord en parlant comme elle, ensuite en gouvernant comme elle, enfin en lui laissant le pouvoir.

Enrayer la mécanique suicidaire qui confond radicalité et véhémence

Le nôtre consiste à l'en empêcher. Il nous faut pour cela user de tous les moyens dont on dispose en démocratie. Le vote, évidemment, car toutes les études montrent aujourd'hui qu'il existe à gauche, au centre gauche, et jusqu'au centre droit, de très fortes réserves électorales – davantage en tous cas que pour le Rassemblement national et ses alliés. Il faut, pour les mobiliser, que s'élèvent des voix politiques entraînantes et rassurantes, afin d'enrayer cette mécanique suicidaire qui consiste à cliver en permanence, en confondant radicalité et véhémence. Ces voix existent, dans tous les partis politiques de gauche, mais aussi dans le monde syndical, associatif et solidaire, chez toutes celles et tous

ceux qui, contre vents et marées, font tenir cette société, nous y maintiennent debout, vivants et libres. Car seule une mobilisation massive du monde du travail peut ringardiser l'extravagante prétention d'un jeune homme de 28 ans, qui n'a jamais travaillé de sa vie, à parler au nom du peuple. Or, précisément, il y a du populisme dans la réduction de la souveraineté populaire à la seule expression du suffrage – c'est en cela que la dissolution de l'Assemblée nationale peut être considérée comme un déni de démocratie. Car celle-ci n'est pas seulement un régime politique, mais une tâche à accomplir. Elle se définit donc également par la garantie de l'Etat de droit, le respect de l'indépendance des corps intermédiaires, l'équité du débat public – autant de composantes d'une démocratie vivante, si malmenées aujourd'hui. De cette dégradation de l'idée même de bien public, on discerne sans peine les effets délétères: il est difficile de faire entendre raison à ceux qui, par cynisme ou aveuglement, s'obstinent à présenter comme également «dangereux» et «édifiants» les programmes économiques du Rassemblement national et du Nouveau Front populaire, quand le premier est effectivement incohérent alors que le second repose sur une idée simple et forte, qui consiste à restaurer la légitimité et l'efficacité de la redistribution fiscale pour financer nos besoins de service public.

Mais ne faisons pas semblant de croire que les élections législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet sont des échéances électorales comme les autres, programme contre programme. Si c'était le cas, elles pourraient en effet susciter la défiance ordinaire de celles et ceux qui, à juste titre, craignent qu'on leur «refasse le coup». Le coup de l'extrême droite dont on favorise l'essor afin de l'avoir comme adversaire et d'en triompher sans gloire. Diabolisation, front républicain, appel au sursaut et, à la fin, ce sont les démocrates qui gagnent. Des démocrates qui le sont de moins en moins, pour des victoires de plus en plus équivoques, avec une légitimité de plus en plus faible – le macronisme aura de ce

point de vue considérablement abimé la démocratie en escamotant par deux fois (lors de la présidentielle de 2022 et aujourd'hui) une campagne électorale qui, autant que le suffrage, constitue une ressource politique de légitimité. De peu, si mal, mais à la fin, quand même, ils gagnent. Sauf qu'en 2024, cela risque fort de ne pas se passer ainsi. Nous ne sommes pas aujourd'hui à six jours du premier tour d'une élection, mais à six jours d'une bifurcation historique. On a trop crié au loup, on connaît la chanson – mais cette fois-ci, c'est vrai. Déterminés, et parfaitement conscients de ce qu'ils veulent, les électeurs du Rassemblement national s'apprêtent à exercer leur pouvoir. Celui de se placer, avec un bulletin de vote, du bon côté de la frontière des inégalités raciales, alors que les épreuves de la vie, mais aussi et surtout la démission des pouvoirs publics, leur font subir tant d'injustices sociales et territoriales. Ils savent ce qu'ils font, et l'on a longtemps eu tort de ne pas prendre en considération la rationalité de leur

Tractage à Amiens
le 12 juin pour
la campagne législative
de François Ruffin.
PHOTO CHA GONZALEZ



Par
PATRICK BOUCHERON



Historien



volonté politique. Mais il faut alors avoir le courage de la décrire pour ce qu'elle est : une vision raciste du monde, dans laquelle on considère comme rien ceux qui ne sont pas comme nous.

L'extrême droite ouvre les vannes à la violence et se venge de son impuissance

Là est le danger véritable, le seul contre lequel doivent se mobiliser toutes les énergies politiques : la prise du pouvoir par l'extrême droite. Il n'est plus temps de jouer sur les mots, et encore moins de tricher avec eux. Le gouvernement et ses relais médiatiques s'acharnent à symétriser les « extrêmes », mais on ne fait pas advenir une vérité à force de l'asséner. Que celles et ceux qui s'inquiètent légitimement des outrances il est vrai parfois indignes et scandaleuses d'une certaine extrême gauche veuillent bien considérer aujourd'hui la réalité du rapport de force : c'est bien le Rassemblement national qui est aux portes du pouvoir.

Et que chacun se persuade que l'argument de l'usure du pouvoir (« après tout, s'ils le veulent, qu'ils le prennent, ils s'y brûleront les ailes ») n'est que le reflet tout aussi inconscient du fameux « après tout, on n'a jamais essayé ». Si, on a essayé, à bien des moments dans l'histoire, et d'autres s'y essayent actuellement, non loin de nous. Ne méprisez pas le passé et considérez le monde, et vous verrez alors ceci : quand elle prend le pouvoir, l'extrême droite ne le rend pas facilement. Elle gouverne mal, c'est vrai, et n'a aucune chance de tenir ses promesses, notamment en matière de maîtrise de l'immigration. Mais elle rend la vie impossible aux étrangers, afflige les plus démunis, multiplie les brigades, ouvre les vannes à la violence et – le scénario est toujours le même, c'est celui qui se déroule sous nos yeux dans l'Italie de Georgia Meloni – se venge de son impuissance sur les femmes, les minorités sexuelles, les libertés publiques et les institutions culturelles. Or, puisque cette politique ne déplaît pas, au

fond, à son électoralat, elle l'enracine davantage qu'elle ne la disqualifie. Voilà où nous en sommes. Alors que celles et ceux qui ne peuvent y consentir exercent également leur pouvoir – non seulement en allant voter, mais en faisant vivre partout où c'est possible le débat démocratique. S'il y a bien un Nouveau Front populaire, celui-ci ne peut se réduire à un accord électoral strictement défensif contre la montée des périls. La peur – et il y a de quoi avoir peur – ne peut être son seul moteur émotionnel. Mais l'élan, et l'espoir, et la certitude que les idées de justice et de progrès social ne sont pas définitivement compromises. Il appartient à toutes les citoyennes et tous les citoyens de bonne volonté de faire vivre cette métaphore historique, de la faire vivre pleinement, de cette vie émotionnelle et vibrante qu'aiguise le tranchant de l'histoire. Dansons, lisons, parlons, rencontrons celles et ceux que nous devons convaincre, ouvrons les yeux sur les réalités du monde, pensons contre nous-même, ma-

nifestons, inventons. Mais surtout : sortons de cette torpeur qui précède et qui prépare l'orage. Nous pensions avoir trois ans, et nous craignons tant de nous laisser bernier par le sentiment poisseux de l'inéluctable, ce fatalisme de l'imminence qui précipite une catastrophe si lente à venir. Or tout s'est précipité, et par la faute d'une de « ces petites fatalités têtues qui se croient des providences », on ne nous accorda que trois semaines. Il y eut le début d'un sursaut, puis tout à nouveau s'engourdit, et tandis que les mâchoires du piège se resserrèrent, chacun vaque désormais à ses petites complications inutiles, ses vanités, ses lâchetés et ses calculs ordinaires. Mais d'autres ne se résignent pas, qui doivent nous encourager. Il est temps, il est grand temps. C'est maintenant. ◀

Patrick Boucheron a dernièrement signé *l'ouvrage le Temps qui reste* (Souil, 2023), ainsi que le texte « Dans le Front populaire – le vrai, celui des foules... » sur le site entre-temps.net.

IDÉES/

«Rendre sexy» le Nouveau Front populaire: influenceurs et créateurs de contenu mobilisés

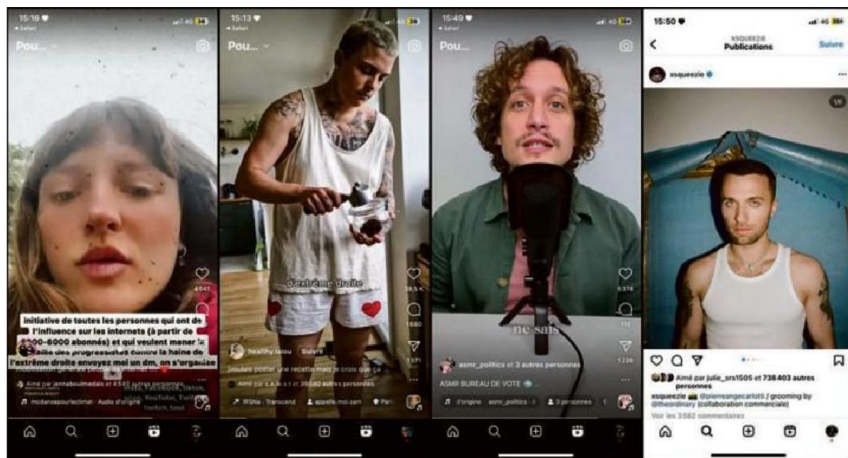
Depuis le choc de la dissolution, des figures du Net s'organisent pour faire reculer l'extrême droite et progresser le Nouveau Front populaire.

Par
ALEXIS GONZALEZ

C'est dans un bar, entourée d'une poignée de ses 90 000 abonnés à qui elle avait donné rendez-vous pour suivre la soirée électorale du 9 juin, que Mathilde Caillard, militante écologiste, a écouté l'allocution du président de la République. «Je dissous ce soir l'Assemblée nationale». Ces mots provoquent une vague de colère et de peur chez la militante de 26 ans. Jamais, dans l'histoire de la V^e République, l'extrême droite n'a été aussi proche des portes du pouvoir, jamais elle n'a semblé aussi apte à les franchir. La «techno-activiste», qui s'est fait connaître sur les réseaux sociaux sous le nom de @mcdansepourleclimat grâce à ses pas de danse déchaînés en tête des cortèges des manifestations contre la réforme des retraites, refuse néanmoins de céder au pessimisme. Dans ce moment de stupeur, elle s'en remet au collectif. «On s'est tous regardés et on s'est aussitôt dit qu'on n'allait pas se laisser faire». Dès le lendemain, elle poste sur sa page Instagram, suivie par plus de 60 000 personnes, un appel à la mobilisation à destination de tous ceux «qui ont de l'influence sur les Internets [et] qui veulent mener la bataille des progressistes contre la haine de l'extrême droite».

À l'origine de cet appel, Perrine Bon, fondatrice d'une agence de réseaux sociaux spécialisée dans la création de contenu engagé, et l'artiste Math (@cht.am). En quelques jours, plus de 200 influenceurs se réunissent dans un collectif de riposte à l'extrême

Rien de mieux que de reprendre la stratégie déjà éprouvée par le Rassemblement national. Concrètement: créer des contenus courts et légers qui insistent plus sur la personnalité et la sympathie des élus que sur des points de programme.



Images tirées des comptes Instagram de @mcdansepourleclimat, @healthy.lalou, @ASMR_politics et @squeezeie. PHOTOS DR

droite. Chacun à sa manière essaie de sensibiliser sa propre communauté aux enjeux des élections des 30 juin et 7 juillet prochains. Mathilde Caillard se filme en manifestation, Math partage ses dessins qui rappellent à ses abonnés: «Le RN déteste les personnes que tu aimes». etc. Reprendre Internet au RN, telle est l'ambition de ces jeunes qui ne souhaitent pas laisser cet espace de création et d'expression entre les mains de la communication politique de l'extrême droite. Car, si comme le constate Myriam Roche – journaliste spécialisée et fondatrice du média les Gens d'Internet –, le poids réel des réseaux sociaux dans le scrutin des européennes est difficile à mesurer, il reste que la campagne numérique du Rassemblement national a marqué les esprits en inondant des plateformes prisées par les jeunes comme TikTok et X (ex-Twitter).

«Le Stream populaire»

Pour Mathilde Caillard, il est temps de «redonner de l'espoir aux gens» et cet espoir a les couleurs du Nouveau Front populaire. La jeune femme considère comme un devoir d'utiliser sa visibilité, acquise grâce à son activisme, pour propager les idées progressistes de la gauche unitaire. Pour d'autres, la démarche est moins naturelle et signe l'urgence du moment. Sur son compte @healthy.lalou, où il partage des recettes de cuisine végétarienne à ses 392 000 abonnés, Sam Cottet n'a pas tellement l'habitude de parler politique. Dans une courte vidéo publiée le matin du lundi 10 juin, il aborde à cœur ou-

vert ses craintes de voir le Rassemblement national au pouvoir. «En tant que personne trans, je n'avais pas le choix», justifie-t-il. Face à un parti réactionnaire qui «nie son existence même», il lui semble essentiel de se servir de l'audience offerte par les plateformes pour tenter de toucher un maximum de personnes.

Le même sentiment d'urgence a convaincu le youtubeur Squeezeie, la tiktokeuse Esther Luxey et d'autres personnalités peu enclines aux discours politiques à s'engager publiquement contre l'extrême droite. Mardi, quelque 200 personnalités d'Internet, regroupées dans un collectif nommé «Le Stream populaire», ont également signé une tribune publiée sur le site de Mediapart appelant à la mobilisation. Mais si le message de Squeezeie a été particulièrement remarqué, c'est en raison de sa forme: pas un simple repost d'une publication extérieure, mais un texte travaillé, signé en son nom et appuyé sur des faits chiffrés et datés qui pointe directement le danger que représente le Rassemblement national. Cette prise de parole personnelle, il l'assume tout comme son objectif: convaincre un maximum de ses abonnés de se rendre aux urnes.

Délivrer un message politique sur les réseaux sociaux n'a rien d'évident. Les créateurs qui n'ont pas l'habitude de publier ce type de contenu font face à un double défi: ne pas faire chuter leur audience, source de leurs revenus, et parvenir à partager leurs idées sans que cela ne soit reçu comme culpabilisant par ceux qui se désintéressent du sujet, ou

décourageant par ceux qui saturent du varcarme politique.

Contenu positif

«Notre force, c'est nos singularités de contenu et de radicalité qui nous permettent de parler à des publics très différents et de façon plus ou moins directe», se félicite Maël Coutand. Sur son compte @ASMR_politics, suivi par 94 000 personnes, le jeune homme chuchote les répliques les plus cultes des personnalités politiques, qu'il n'épargne pas dans ses vidéos satiriques. Mais si l'enjeu des prochaines semaines est de «parvenir à redéfinir le RN», lui souhaite aussi publier du contenu plus positif, qui permettrait de «rendre sexy» le camp de la gauche unie et de donner de la voix à ses idées.

Pour cela, rien de mieux que de reprendre la stratégie déjà éprouvée par le Rassemblement national. Concrètement: créer des contenus courts et légers qui insistent plus sur la personnalité et la sympathie des élus que sur des points de programme. Depuis l'annonce de la dissolution, de nombreux internautes anonymes s'improvisent ainsi directeurs artistiques des candidats de la gauche unie. Les «édits», des montages vidéos courts et ultra-dynamiques sur fond de musique pop, inondent X et TikTok pour promouvoir le charisme de candidats comme Sébastien Delogu, Antoine Léaument, ou encore Clémence Guetté. Des contenus pensés pour créer de l'engagement sur les réseaux. Reste à voir s'ils inciteront leurs publics à faire barrage au RN, le 30 juin dans les urnes. ♦


MÉDIATQUES

 Par
DANIEL SCHNEIDERMAN

La balle perdue et l'autobus 95

Dans le scénario bien rodé d'une soirée spéciale législative sur BFM, où une poignée de politiques castés pour leur profil sociopsychologique, surgissent parfois de réels moments d'échanges.

Le journaliste Benjamin Duhamel quitte sa place de meneur de jeu et vient s'asseoir à côté de Layla. Chacun comprend que le moment va être exceptionnel. Layla est la mère de Socyna, étudiante de 24 ans tuée d'une balle perdue de règlement de comptes à la kalachnikov en septembre 2023 à Marseille, alors qu'elle travaillait dans sa chambre. Cinq mois plus tard, un mineur de 16 ans était mis en examen, pour assassinat.

«C'était une vivante pleine de joie, sanglote Layla. Elle lisait beaucoup de livres. Elle s'occupait de mes papiers. Elle était tout pour nous.» Un matin, la famille entend des tirs dans la rue. Dans sa chambre, la jeune étudiante gît «dans une mare de sang. Il n'y a plus de dents. Ils ont démonté la tête. Le médecin m'a dit, «Désolé Madame, on ne pouvait rien faire.» Qu'est-ce qu'elle a fait, la pauvre? J'ai rien compris de ce qui s'est passé. C'est un mineur de 15 ans qui a tué ma fille. J'ai jamais su qu'on vivait dans des cartons.» La balle a transpercé le mur de l'immeuble.

«Peut-être Auréole Bergé sur ce sujet...» risque Benjamin Duhamel. Car ils sont trois politiques, représentant «les trois blocs», face au récit de Layla, dans cette soirée spéciale de BFM, construite sur le mode traditionnel: une poignée de politiques face à des Français soigneusement castés pour leur profil sociopsychologique (l'agriculteur en colère, le restaurateur qui n'arrive pas à recruter), leur facilité d'expression, ou – mieux – leur qualité de protagonistes d'un fait divers. Auréole Bergé, ministre déléguée chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations (Renaissance), Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, et Jean-Philippe Tanguy, député RN. «C'est difficile de parler après vous», commence la ministre. Oui. Certes. Mais c'est le principe. Il s'agit de placer les politiques en contact direct avec la

détresse populaire, voire la douleur en fusion, sans médiateur, sans intermédiaire, sans blindage. Aller chercher à mains nues ce minéral introuvable: la sincérité tripale du politique, sous les couches successives de convictions, de postures, de langue de bois. Mais Layla n'en a pas fini. «Est-ce que la France elle est en guerre, on savait pas. On est en guerre contre qui?» Bergé parle justice des mineurs. Pour Roussel, «faut mettre le paquet, c'est tout». Le paquet, sur la police de proximité, les enquêteurs, la police aux frontières. «Mais aussi plus d'éducateurs.» Pour Tanguy, «ceux qui consomment de la drogue nourrissent cette guerre. Ils passent un bon moment mais c'est pas un bon moment, même s'ils n'en ont pas conscience».

Benjamin Duhamel regagne sa place de Monsieur Loyal. Après l'intermède de cette douleur hors norme, le débat ordinaire peut reprendre, avec ses conflits, ses revendications, ses récriminations

ordinaires. «Les agents de l'Office français de la biodiversité sont armés», s'indigne un agriculteur. «Faut arrêter d'enmerder les agriculteurs», réagit Bergé, qui a regagné un terrain connu. Nathalie s'indigne d'avoir vu des drapeaux palestiniens à l'Assemblée. Tanguy reste coi face à Mohammed, réfugié du Darfour, au parcours d'intégration qu'il reconnaît «admirable», mais entré illégalement en France. A Méderic, restaurateur, pour qui «on ne peut pas faire sans immigration», il répond en boucle qu'il y a «cinq millions de chômeurs».

Dans une intervention non prévue («on va vous passer un micro»), une cousine de Layla rappelle très calmement que «les gens qui viennent sur des bateaux cherchent à vivre décemment». Entre Nathalie, Méderic et Mohammed se forme le petit miracle d'une microsociété. Apparaît l'illusion qu'on pourrait s'écouter, voire – incroyable! – échanger. Avec les risques de l'échange spontané, hors casting,

A Nathalie, celle qui s'offusque de lire sur les réseaux que «les musulmans extrémistes n'aiment pas les Français», Mehdi, responsable associatif à Romans-sur-Isère, demande calmement: «Dans votre quotidien Madame, concrètement, vous avez subi un événement de ce type-là?»

Ah oui. Le racisme anti-Français, Nathalie l'a rencontré en chair et en os. Elle raconte: «C'était dans le bus 95 avec une de mes vendeuses, d'un certain âge. C'était bourré et il y avait des poussettes. Elle a manqué de tomber. Elle s'est raccrochée à une poussette. Désolée de le dire, c'était une famille musulmane et arabe. La femme est rentrée dans une colère, elle l'a insultée, une catastrophe! Tout ça parce qu'elle s'est accrochée à la poignée de la poussette. Excusez-moi, ça m'a choquée.» «Quel rapport?», demande Duhamel. Nathalie, sans avoir entendu: «Ce qui me fait peur, ce sont les extrémistes.» On a failli s'écouter. ▶

SIÈGE GOGO


Série Extreme
Tourism, 2011.
PHOTO THOMAS
MAILLAENDER

Par
CLÉMENTINE MERCIER

Tout n'est pas foutu, Thomas Mailaender débarque à Paris. Rayon de soleil dans une période morose, son bateau à voiles couleur cyanotype a échoué sur le gazon vert de la Maison européenne de la photographie (MEP) : drôle de vision, à deux pas de la Seine. Sur le foc et la grande voile bleus, il y a une jolie fille et des fruits. De ses cales, le plasticien marseillais a extrait une pêche miraculeuse, une cargaison d'images, de vidéos et d'objets insolites pour les déverser dans le musée. «Souriez, c'est l'été», dit un autocollant publicitaire pour la marque Kodak à l'entrée de l'exposition. Souriez, certes, mais ne vous fiez pas au titre. «Les Belles images» est une antiphrase – mais aussi un clin d'œil à un roman de Simone de Beauvoir et à un journal illustré d'avant-guerre. Dans l'exposition, les images sont tout sauf belles : elles sont cocasses, scabreuses, pauvres, débiles, absurdes voire complètement ratées. Amateurs de jolies photographies, passez votre chemin.

«ENVIE DE VOMIR»

Glânées dans les poubelles, extraites du torrent d'Internet, massacrées par des retoucheurs, rachetées à des morts ou à un assureur automobile, les images du Marseillais ne sont pas celles que l'on voit traditionnellement au musée. «J'adore les musées mais ils ont aussi leurs travers, explique-t-il. On dirait qu'ils ne gardent que des représentations hyper idéalisées de la société. Ils ont choisi de conserver le beau, le grandiose, le magnifique, l'historique. Tout le vernaculaire, l'amateur, c'est forcément moins important, c'est la petite histoire... Donc je fais ce travail-là, de conserver tout cela.» Poilantes à souhait, étonnantes, ses collections de photos montrent des bodybildeuses, des voitures accidentées, une bonne sœur sur un skateboard, des chats hérissés, des chiottes cheloues, un bébé qui vomit... «Les Belles images» est aussi le nom de sa dernière série, des clichés amateurs issus des rubriques faits divers de journaux. L'artiste leur a concocté des cadres en céramique un peu gauches, comme sortis du four d'une maison maternelle. Le populaire, le fait main, le difforme, c'est tout le charme idiot de l'esthétique Mailaender. Passé par les Arts Déco et la Villa Arson, Thomas Mailaender est né Marseillais en 1979. Récemment, il s'y est installé avec sa famille après avoir vécu à Paris. Photographie pour des magazines de mode, consultant pour des mar-



THOMAS MAILLAENDER

Ravi aux amateurs

A la Maison européenne de la photographie, à Paris, l'artiste marseillais se fait bandit de la manipulation dans un imagier cocasse, scabreux et absurde. Son œuvre, sensible, célèbre le vernaculaire et la «petite histoire».

ques, curateur d'exposition (*Hara Kiri* à Arles en 2016), il utilise peu l'appareil photo pour son travail personnel. Son truc c'est la collection, les archives, les vieilles images, les objets marrants liés à la photo. «C'est la sauvegarde d'une espèce de patrimoine.» Depuis vingt ans, il exhume des photos insolites sur Internet, traîne au marché aux Puces et sur Ebay, achète et revend à d'autres collectionneurs. «Même si j'habite à Marseille, je vais à Saint-Ouen au moins une fois par mois. Je travaille avec un type en cheville avec la ville de Paris qui vide

les appartements de gens que personne ne réclame. C'est sa famille qui maintenant a repris le business. Ils déossent tout ça et le vendent le matin, ils déposent des sacs avec toute la vie de quelqu'un.» Une mine d'or qu'il écume avec son ami hollandais Erik Kessels, artiste, publicitaire et collectionneur. Ensemble, dans les brocantes, ils récupèrent des artefacts populaires, des albums d'images, des objets loufoques. Ils ont déjà montré «Europe Archive», leur collection commune, à Veszprém en Hongrie, capitale européenne de la

culture en 2023, dans un très beau musée de la ville. Là-bas, ils ont écumé les brocantes. Mais, plus le temps passe, plus on s'installe dans l'ère numérique, plus les trésors se raréfient. «Bientôt, il n'y aura plus que des meubles Ikea et des disques durs cassés dans les marchés aux puces.» Récemment, l'artiste a terminé sa collection d'images Internet («Fail Anthology»). L'urgence est ailleurs. «C'est plus important de se focaliser sur des photographies analogiques qui sont pour le coup vraiment vouées à disparaître.» Petite fatigue aussi face à l'hypnoti-

que manne du web : «Je suis passionné d'images, mais quand je vais sur Instagram et que je me prends une heure et demie de scroll dans la gueule, j'ai envie de vomir.»

SAISIES D'HÉROÏNE

Voyage au royaume des images sans qualité, le parcours de la MEP débute avec la série *Sponsoring*. Thomas Mailaender a inséré son visage sur des clichés de remise de chèques géants comme on en voit dans les galas de charité ou les loteries. Bien sûr, il a aussi trafiqué l'image pour mettre son nom comme desti-



Issues des séries
Illustrated People (à gauche)
et les Belles images
(ci-dessous).
PHOTOS THOMAS MAILLAENDER

CULTURE/



ampoules rouges inactives, apparaissent des visages et des natures mortes comme des fantômes du passé. Ode visuelle et olfactive aux vieux labos argentiques, la pièce pue la chimie... Toute une époque révolue. «J'adore les techniques anciennes de la photo et leur histoire. Ce qui me passionne, c'est de voir comment les sociétés modernes se sont construites autour de la technologie et des images...»

MANGÉ PAR DES ASTICOTS

Reflet des bouleversements d'une époque, miroir d'une ère de bascule entre l'argentique et le numérique, l'œuvre de Thomas Mailaender pourrait n'être que potache et superficielle si, au fond, elle n'était pas si sensible. Elle a intégré ce que la photographie transforme autour de nous mais aussi en nous. Dans une boîte en plexiglas, on manipule avec des gants un livre d'images mangé par des asticots. Réalisée avec Erik Kessels, *Book Worm* (rat de bibliothèque, en français) raconte le devenir poussière des icônes, leur future disparition et leur retour à la terre. La relation aux images de Thomas Mailaender est, pourtant, une histoire «qui finit bien». Elle est en tout cas plus «joyeuse» que celle de son compère Erik Kessels, qui a perdu, très jeune, sa sœur dans un accident et collectionne de façon compulsive les albums de famille pour les sauver de la disparition. «Mailaender, ça veut dire Milanais en allemand, explique le collectionneur. Mes arrière-grands-parents, allemands, ont fui les nazis parce que mon arrière-grand-mère était juive. Ils sont venus se cacher en Provence et ils y sont restés. Mon arrière-grand-mère est rescapée des camps. Ils n'avaient aucune envie de retourner en Allemagne.»

À la fin de l'exposition, l'extraordinaire diaporama sur la vie de Rosemary Jacob raconte les souffrances d'une femme au teint gris, atteinte d'argyrie, empoisonnée par l'ingestion de nitrate d'argent («*Life and Adventure of a Silver Woman on Planet Earth*»). Que devient un corps transformé en image photosensible? Les humains, au fond, ne sont-ils que des images? Sommes-nous tous condamnés à ne devenir que des silhouettes sur des photographies? Métaphore de la toxicité des images argentiques, cette œuvre belle, tragique et absurde à la fois, dévoile aussi une face très mélancolique de l'acte photographique. ➤

«LES BELLES IMAGES»
de THOMAS MAILLAENDER
à la Maison européenne
de la photographie, à Paris,
jusqu'au 29 septembre 2024.

nataire du chèque. L'artiste se moque aussi du tourisme de l'extrême en collant sa silhouette en train de faire frire des œufs ou de faire du skate sur un volcan. Dans *Gone Fishing*, il force les traits de sa propre caricature en campant un artiste misogyne qui quitte sa femme enceinte pour aller pêcher. Faus-saire du dimanche, bandit de la manipulation à deux balles, Thomas Mailaender s'intéresse aussi aux retouches grossières qui déforment les images. Puisque, de plus en plus, les retouches se pratiquent à l'autre bout du monde, en Asie, par souci d'économie, il a envoyé des photos en Inde pour les faire modifier. Le résultat tourne au fiasco, ce qu'il montre sous cadre, dans des échanges ubuesques avec les retoucheurs. Assez cocasse aussi le portrait que Tim Patch, alias Pricasso, a réalisé de Thomas Mailaender en Australie. À partir d'un portrait envoyé par l'artiste, le peintre a réalisé une toile grotesque. Il faut dire que Pricasso utilise sa bite pour étaler les couleurs. On peut voir la vidéo de Pricasso à l'œuvre derrière un judas (réservé aux adultes).

Dans la collection, sorte de Guinness des objets loufoques, il y a une fermeture éclair géante et, sous vitrine, une chips dans un sulfure, des petites boîtes à bijoux avec des photos en noir et blanc mais surtout l'eau de toilette «Photo» dans un petit flacon en forme de pellicule, un parfum signé par Karl Lagerfeld, une fragrance «à l'odeur de mâle et

de cuir» – paraît-il. Un fake? Peu importe, il fallait dénicher ce concentré des années 70-80... Dans les collections d'images, une typologie de voitures accidentées, rachetées au fils d'un assureur automobile («*Crash Archive*») jouxte des saïses d'héroïne acquises auprès d'un photographe spécialisé. L'omniprésence des images et la réflexion sur les usages de la photographie ont conduit Thomas Mailaender à un hit, *Illustrated People*, une série devenue iconique. L'artiste a appliqué

des négatifs sur la peau de volontaires qu'il a insolés avec une lampe à ultraviolet. «Le côté absurde et drôle est important parce que c'est une bonne porte d'entrée pour mon travail. Cela permet à un public non spécialiste d'y rentrer. Après, évidemment, je les invite à se questionner. Mon travail parle de la relation qu'on a tous avec les images.» Sur les peaux blanches rouges d'*Illustrated People* se distinguent des images coup de soleil, un peu douloureuses.

À la MEP, l'artiste va encore plus loin : c'est carrément le musée qui devient matière photosensible. Dans une pièce transformée en chambre noire, Thomas Mailaender a passé aux murs un spray de gélatine photosensible chargée en sels d'argent, puis a insolé le tout avec de grands négatifs et une ampoule domestique. Toujours au spray, il a ensuite passé trois bains successifs –développeur, bain d'arrêt et fixatif– pour révéler aux murs de grands images vaporeuses. Sous des



Issue de la série *Sponsoring*, 2013. PHOTO THOMAS MAILLAENDER

CULTURE/



Le Blues du maestro est la première série grecque produite par Netflix. PHOTO NETFLIX

En Grèce, le succès homérique du «Blues du maestro»

La série diffusée sur Netflix de Christoforos Papakaliatis cartonne chez les Hellènes et dans le monde, grâce à une écriture dramaturgique secouée de rebondissements qui aborde frontalement les thèmes agitant la société grecque.

Sur l'île de Paxos, en Grèce, un touriste en quête de lunettes de soleil lance à l'opticien : «C'est vraiment la même boutique que dans la série!» Derrière son présentoir, l'homme lui répond du tac au tac : «Où. J'ai juste coupé mes cheveux...» Des rires retentissent : dans la série, la boutique est tenue par une femme. Le maire de l'île Spyros Vlachopoulos pointe la nouvelle notoriété de cette île ionienne au sud de Corfou : «Il y a même désormais "la route de Maestro". Des touristes de toute origine veulent voir les lieux emblématiques de l'histoire.»

En effet, *Maestro* est la première série 100 % grecque, produite en Grèce et interprétée par des actrices et acteurs grecs à être diffusée sur Netflix. Intitulée *Maestro in Blue* en anglais ou *le Blues du maestro* en français, elle a pointé au Top 10 de la plate-forme dans 31 pays différents lors de la diffusion de la première saison en mars 2023, avant de renouveler la prouesse en mai avec sa saison 2. Le tournage de la troisième et ultime saison vient tout juste de s'achever.

Couleur locale

Tout a germé dans la tête de Christoforos Papakaliatis, scénariste, réalisateur, acteur et producteur grec. C'était en 2020, en pleine pandémie de Covid. «Je préparais un film quand le monde s'est mis en mode pause, raconte-t-il à Libération. Avec le confinement, je ne pouvais plus avancer sur ce projet. Je me suis alors mis à l'écriture d'une mini-série.» L'histoire ? Un musicien, Orestis (joué par le scénariste lui-même), recruté à Paxos pour y organiser un festival, se retrouve

embarqué dans une histoire d'amour inattendue et mêlé aux problèmes des habitants dont il devient pour certains le confident, pour d'autres l'ennemi. Les familles se croisent, les couples se font et se défont, les désirs d'évasion se trouvent parfois contraints par l'insularité. La série bascule dans le thriller avec une intrigue sur le maire impliqué dans un trafic de drogue. Le tout est habillé dans le style léché des productions jouant habilement de la couleur locale et d'une écriture dramaturgique perpétuellement secouée de rebondissements.

En Grèce, le succès de la première saison a été immédiat. Diffusée sur la chaîne de télé privée grecque Mega – la plus regardée dans le pays – elle rafla directement 31 % de part de marché. Papakaliatis est un habitué des succès, une sorte de *wonder boy* de l'audiovisuel national. En 2015, le long-métrage *Worlds Apart*, une histoire d'amour entre Grecs et étrangers en pleine crise migratoire fait un gros carton au box-office national. Ses productions télé précédentes, *Deux Jours seule-*

ment et *Prends soin de moi*, ont déjà été fortement plébiscitées par le public.

«Il est un enfant de Mega : c'est là qu'il a fait ses débuts ; nous avons toujours produit ses séries», livre un interlocuteur de la chaîne. Il a un don pour les castings. Celui de *Maestro* fait résonner quelques grands noms de la culture grecque. D'abord, il y a Hárís Alexiou, une des plus grandes voix de la chanson grecque qui a entamé une carrière de comédienne quand elle s'est retirée de la scène. Elle interprète... Hárís, une grand-mère au caractère moderne et bien trempé, qui était douée pour la chanson. Les autres noms, comme Maria Kavogianni, Kostas Berikopoulos ne sont pas forcément connus en France mais ils font partie des stars du théâtre ou du petit écran. Mais surtout, pour le scénariste, une des raisons essentielles du succès se trouve dans les thèmes portés à l'écran. «Avec ces histoires de famille, j'ai pu aborder des questionnements qui traversent notre société : la pandémie et la façon dont elle a influencé nos vies, les violences familiales, l'homophobie, les interdits...»

Poids de l'Eglise orthodoxe

De fait, le mouvement #MeToo est arrivé tardivement en Grèce ; la parole des victimes de violences sexuelles n'a commencé à se libérer qu'en février 2018, lorsque la championne olympique de voile Sofia Bekatorou a dévoilé publiquement les abus qu'elle a subis de la part du vice-président de la fédération. Dans ce pays de 10,4 millions d'habitants, lorsque la série a été écrite, le sujet des féminicides s'est aussi imposé : on en dénombrait huit en 2020, 23 en 2021 soit une augmentation de 187,5 %. Autre sujet qui traverse l'opinion publique : l'homophobie. Dans ce pays très tenu par l'Eglise orthodoxe, qui effectue régulièrement des sorties odieuses sur les personnes LGBT, *Maestro* porte à l'écran l'amour entre deux garçons tout en relatant leur difficulté à vivre leur homosexualité, jusque dans leur famille. Dans une société grecque qui paraît sclérosée, la série est devenue «un véritable succès populaire [qui] maintient d'excellentes audiences sur notre chaîne», poursuit-on chez Mega.

«Les thèmes abordés parlent à tous les téléspectateurs, partout dans le monde», estime Christoforos Papakaliatis. «Le succès est aussi dû à la beauté des images, au charme de l'île, au casting et à la musique», ajoute Stelios Sotiris, le directeur de Foss Production, qui produit la série. La puissance d'exposition de Netflix a fait le reste, avec cette stratégie payante de mettre en avant des productions nationales dopées aussi bien au niveau de l'écriture, que de l'image ou du montage. Au point de faire craindre aux habitants de l'île de devoir affronter un afflux de fans trop nombreux, tant les nombreuses séquences de déambulations dans la campagne de l'île et sur ses sublimes rivages filmés en drone sont le genre de défilant touristique de format mondial qu'aucun syndicat d'initiative ou ministère du tourisme ne peut s'offrir.

FABIAN PERRIER
Correspondant à Athènes

LE BLUES DU MAESTRO sur Netflix.

Détails de *The Forty Rules of Love* by Jalaluddin Rumi et *It was difficult to remain human despite all this, but I survived* (2023). PHOTOS AURÉLIEN MOLE, GALERIE DVIR

Aysha E Arar, oiseau rare

Peintre, poète et vidéaste, l'artiste palestinienne ravit par ses dessins traversés par l'image libre de volatiles, présentés à la galerie israélienne Dvir.

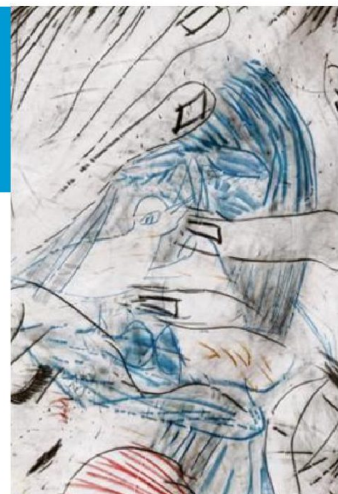
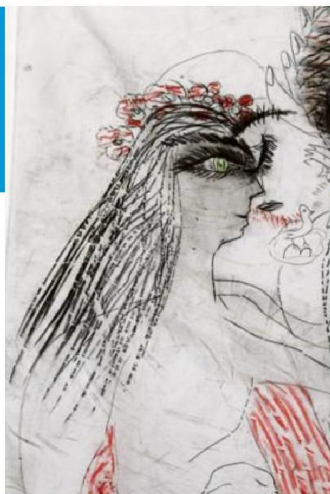
Les passerelles entre Israéliens et Palestiniens sont devenues suffisamment rares pour que l'on s'attarde sur celle-ci : à Paris, la galerie israélienne Dvir expose jusqu'au mi-juillet une artiste palestinienne sur les thèmes de la guerre et de l'amour. Une exposition baptisée «There Was Love, There Was Death and There Was You» («il y avait l'amour, il y avait la mort et il y avait toi»).

Née en 1993 dans une famille musulmane de Jaljulia, une ville arabe d'Israël, Aysha E Arar se définit comme une artiste multimédia. Elle tourne des vidéos, écrit de la poésie, et surtout elle peint sur tous les supports possibles : papier, toiles, vêtements, housses de couettes, et aussi sur les murs où elle recrée des créatures imaginaires issues des légendes palestiniennes.

Une façon, dit-elle, de résister à l'oppression de la colonisation

israélienne mais aussi aux règles patriarcales de sa propre communauté qui l'empêchent de chanter devant des hommes. «Chaque fois que je chantais en dessinant, chez moi, ma famille fermait les fenêtres et me demandait de chanter moins fort», raconte-t-elle il y a quelques jours lors d'une conférence en ligne dans le cadre d'un salon d'art contemporain à Séoul. Pour contourner l'interdit, elle lit des textes religieux en chantant.

Humanité. Aysha E Arar a entamé des études d'informatique avant de taper un jour sur Internet : «Que dois-je faire de ma vie?» «Art thérapeutique», lui a répondu la machine. Alors elle s'est lancée dans des études sur l'art, et elle s'est mise à dessiner. Le résultat est étonnant au premier abord, ce sont des dessins figuratifs tirant vers l'abstraction qui finissent par évoquer un désir intense de liberté, à l'image de ces oiseaux omniprésents dans son œuvre. «Ce sont à la fois les enfants de Gaza et le symbole de la liberté, les oiseaux ne connaissent pas les frontières», explique Chaya Hazan, qui tient la galerie Dvir avec Yotam Intrator. *Quand les mots manquent, l'art vient combler le vide.*



Les dessins d'Aysha E Arar sont pour la plupart réalisés au fusain et au pastel sur des linéals fabriqués à Bethléem, des *kafan*. Quand la guerre a éclaté, après l'attaque terroriste du 7 Octobre, le choix de ce support lui a paru évident. Le plus impressionnant s'intitule *It Was Difficult to Remain Human Despite All This, But I Survived*. Réalisé en 2023, il représente un visage immense et

des yeux, de multiples yeux empreints de tristesse. Il montre comment Israéliens et Palestiniens ont dû livrer un véritable combat à l'intérieur d'eux-mêmes pour garder leur humanité. La plupart des œuvres d'Aysha E Arar évoquent aussi l'espoir ou l'amour vu comme une arme subversive. À l'image de ce dessin intitulé *Aimer quelque'un sans attendre d'être aimé en retour*.

Les dessins d'Aysha E Arar sont pour la plupart réalisés au fusain et au pastel sur des linéals fabriqués à Bethléem, des «kafan».

Exister. Beaucoup puisent dans le folklore palestinien, telle cette œuvre représentant un âne et des oranges sous le titre *Homemade donkeys, homemade oranges, homemade cages, what else?* L'écrit fait partie intégrante du travail de l'artiste palestinienne dont les œuvres, qui évoquent par moments la poésie et les traits de Chagall, sont rythmées par ces mots tracés sur les murs : «Birds have the right to sing, Birds have the right to

fly, Birds have the right to exist, Birds are not numbers» («les oiseaux ont le droit de chanter, les oiseaux ont le droit de voler, les oiseaux ne sont pas de simples chiffres»). Une métaphore qui parle d'elle-même.

Pour les galeries israéliennes, exposer une artiste palestinienne a encore plus de sens aujourd'hui, alors que le dialogue entre les deux peuples est devenu si difficile à envisager. «Ce n'est pas simple mais c'est notre réalité», explique Chaya Hazan. Après le 7 Octobre, on était tout le temps à la galerie, c'était une source de survie.

ALEXANDRA SCHWARTZBROD

THERE WAS LOVE, THERE WAS DEATH AND THERE WAS YOU, AYSHA E ARAR, à la Galerie Dvir (75003), jusqu'au 13 juillet.

Sylvie Fanchon laisse un message

À Paris, une exposition présente des créations abstraites de l'artiste disparue en avril, où elle interpelle avec humour et délicatesse, évoquant son quotidien face aux écrans, mais aussi face à la maladie.

QUEPUIS-JE FAIRE POUR VOUS. Tracée au blanc de Meudon sur les vitres, sans respiration et sans point d'interrogation final, l'apocalypse sonne drôlement aujourd'hui. Parce que Sylvie Fanchon, personnage attachant de la scène artistique française et prof culte pour beaucoup d'étudiants des Beaux-Arts de Paris où elle formait avec ses comparses Bernard Piffaretti et

Dominique Figarella le trio P2F, nous a quittés il y a quelques mois à peine. Mais aussi parce qu'en cette période trouble, où la confusion règne, l'idée que quelqu'un ou quelqu'une puisse encore faire quelque chose pour nous, donne envie de pleurer. Mais une fois franchi le seuil de Bétonsalon cerné d'une foule d'étudiants de Paris-VII (le centre d'art est situé au milieu du campus universitaire), le sourire

revient. Car avec ses drôles de manières de peindre abstraite, obsédée par l'idée de surface (rejouant, sur la toile, la surface des écrans), Sylvie Fanchon s'amuse dans toutes ses peintures – six sont présen-

tées à «SOFARSOGOOD», expo radicale pensée presque jusqu'au bout avec l'artiste – à glisser de petits avatars dépités, malins ou avachis, des *cartoons* en ombres chinoises inspirés par les silhouettes de

Snoopy ou Bugs Bunny, qui prennent le contrôle de la sécheresse de la toile. Sur les quasi-monochromes jaune fluo, noirs ou vert d'été, ils s'accrochent aux messages badigeonnés d'une seule traite, comme stabilisés en bas de la toile ou en surimpression peu lisible, en plein milieu. Les titres des tableaux, *Enter Password, Error Data Deletion, Nettoyez votre Android, Do Not Turn Off The Computer, Wait* disent avec l'humour qui caractérise son travail la réalité d'une vie de peintre aujourd'hui, entre tambouille d'atelier (elle avait toutes sortes de techniques en matière de trompe-l'œil) et incorporation du monde alentour, y compris par la

fenêtre de l'ordinateur. La perte des données, évoquée en creux dans ces peintures à messages, toutes réalisées ces deux dernières années, raconte aussi, avec grande délicatesse, le combat personnel mené par l'artiste face à la maladie. A Pauline Perleux, petit tiers lieu situé à Arcueil (Val-de-Marne), qui présentait ce printemps un autre volet de son travail, on pouvait lire sur l'un de ses dessins une autre injonction bien contemporaine : «The Show Must Go On!»

CLAIRE MOULÈNE

SOFARSOGOOD de SYLVIE FANCHON à Bétonsalon (75013), jusqu'au 13 juillet. Rens. : Bétonsalon.net



SOFARSOGOOD, Sylvie Fanchon. ADAGP, PARIS 2024

Sauce réservée

Jorick Dorignac Vainqueur de la dernière saison de «Top Chef», le jeune cuisinier, d'un naturel timide, garde les pieds sur terre.



Le scénario se répète chaque année. La quinzième saison de *Top Chef* n'y a pas dérogé. Chaque candidat se retrouve à incarner un peu malgré lui un personnage archétypal, facilement identifiable. Le téléspectateur se plait ainsi à détester l'hypertechnique trop ambitieux, à rire aux bons mots du petit rigolo ou à croire aux chances de l'outsider formé sur le tas. Dans cette commedia dell'arte gastronomique, Jorick Dorignac s'est d'emblée vu attribuer le rôle du favori, option genre idéal. Avec ses assiettes épurées et son sourire télégenique, le tout juste trentenaire a immédiatement tapé dans l'œil du jury étoilé, enfin paritaire, de l'émission culinaire de M6. La production en a joué : zoom sur son biceps tatoué, ralenti sur le sourire béat des chefs sous le charme (comme nous). Dès l'introduction, on s'est dit que celui-là irait loin. La compétition a été plus rude que pronostiqué. Le protégé de la nouvelle recrue du jury, Stéphanie Le Quellec, a dû batailler pour sortir vainqueur, sur le fil, mercredi, au terme de quinze épisodes aux audiences décevantes, sans doute la faute à un casting trop lisse, sans la folie d'un Adrien Cachot ou le rire d'un Danny Khezzer.

LE PORTRAIT

On le retrouve quelques jours avant la diffusion de la finale, à Neso, restaurant du IX^e arrondissement de Paris fondé avec Guillaume Sanchez, aussi passé par *Top Chef*. Jorick Dorignac y officie dans son ombre depuis six ans. C'est désormais lui qui prend la lumière. Le candidat victorieux connaît déjà son sort. Près de la porte d'entrée trône un macaron Michelin, venu récompenser en 2019 leur cuisine dérouter, qui met

l'accent sur la fermentation et les produits de la mer. L'écrin au murs sombres est encadré de grandes baies vitrées, une bulle à l'abri de l'agitation du monde. Les européennes viennent d'avoir lieu, le chef a voté – «c'est un droit, et un devoir», dit-il – mais il préfère «garder ses opinions pour soi». Il n'est pas le seul à refuser de commenter le tumulte politique : depuis le 9 juin, le monde de la gastronomie a globalement gardé le silence face à la menace RN.

On l'avait vu à l'écran, la rencontre le confirme. L'interventi n'a rien à voir avec l'image de beau gosse sûr de lui qu'il renvoie. Sur le tournage, les caméramans ont tenté de le dérider, avec plus ou moins de succès. Sa timidité a pu être interprétée comme de la froideur, son côté premier de la classe a pu éner-

ver. Il a fallu que *Top Chef* le démarque pendant six ans pour qu'il accepte de participer. Avant, il ne se sentait «pas légitime». Le Bordelais a la victoire modeste : «Si je refaisais l'émission demain, je ne serais sans doute pas vainqueur», minimise-t-il, légèrement fébrile. Le grand angoissé a résisté à la pression, grâce à un «mental de gagnant». Le marathonien, supporter des Girondins de Bordeaux («un sujet sensible», se marre-t-il à moitié, à propos de la piètre saison du club), a «toujours abordé la cuisine comme un athlète prépare une compétition».

Sa vocation est venue très jeune. À 5 ans, il se déguise en petit cuisinier : la toque blanche le fait rêver, sans qu'il ne s'explique trop pourquoi. Les longues heures passées à table, en famille, autour de la poule au pot ou du bœuf bourguignon de sa grand-mère cuisinière y sont forcément pour quelque chose. Son aïeule, à qui il a rendu hommage lors de la finale avec un pain perdu au caramel de miso, lui a transmis un attachement au terroir du Sud-Ouest. Ses parents sont bons vivants, mais «très réservés» – le choix de son prénom, d'origine grecque, est «sans doute le truc le plus original qu'ils aient fait», moque-t-il. Avec sa grande sœur, devenue juriste, ils ont reçu une éducation rigoureuse. Mais son père, dans l'industrie médicale, et sa mère, comptable, le soutiennent quand il choisit le lycée hôtellier. Plus tard, il se forme, à la dure, aux Prés d'Eugénie, institution triplement étoilée de Michel Guérard. «Je pleurais beaucoup, j'étais abîmé, mais je me disais que ce n'était pas pour rien.» Avec le recul, il comprend que «travailler dix-huit heures par jour, ce n'est pas normal».

Octobre 1993 Naissance à Bordeaux
Avril 2018 Ouverture de Neso avec Guillaume Sanchez
19 juin 2024 Remporte *Top Chef* saison 15

«Notre génération a une responsabilité, les salaires et les horaires doivent changer», assure le chef, attaché au bien-être de son équipe. Son chemin croise celui de Guillaume Sanchez après plusieurs années dans de grandes maisons qui ont fait de lui «un soldat et un robot». Celui qui lui voit comme un «grand frère» l'incite, lui le *control freak* cérébral et formaté, à se laisser aller. Il le traîne d'expos en concerts pour libérer sa créativité. Le binôme devient fusionnel. «On s'est mutuellement nourris, c'est pour ça que notre duo a fonctionné si fort», explique Guillaume Sanchez, qui loue le «travail d'équipe» accompli ces dernières années par son chef exécutif, dépeint comme «ultra-passionné et besogneux». «Je mange partout, et ce que Jorick est capable de faire est au-dessus du lot. Il faut qu'il trouve sa signature, et ça va être brillant.»

Pour l'instant, quand on lui demande de définir sa cuisine, Jorick Dorignac tique : «Je déteste dire «ma cuisine». Très peu de chefs arrivent à créer un univers, à renouveler le monde de la gastronomie», tranche l'admirateur d'Arnaud Donckele et Alexandre Gauthier. Il cite des valeurs qu'il tient à transmettre dans l'assiette, «le partage», «le plaisir», lui qui voit son métier comme le «prolongement» de lui-même. Dans un épisode, il a conçu un repas 100 % liquide, imaginant un monde post-apocalyptique aux ressources épuisées. La perspective inquiète l'écolo, qui assume son côté collapsologue. Sans prétendre être un modèle de vertu, il se soucie de la provenance des produits (à Neso, tout est français), limite sa consommation de viande, tout en se disant sensible aux difficultés des agriculteurs avec qui il échange quotidiennement. Il tente de rattraper ses absences passées auprès de son entourage. Leur regard compte plus que celui de n'importe quel juré d'émission. «Il a toujours peur de nous décevoir», souligne son meilleur ami Thomas. Dans sa fidèle bande de potes bordelais, Jorick est le premier à vouloir faire à manger, à nous rassembler, c'est un moyen pour lui de nous témoigner son affection.

Descrit par ses proches comme «droit dans ses bottes» et «pas show off», le vainqueur s'est promis de ne pas «devenir un chef star». Les propositions fusent, lui préfère prendre le temps. Il tient à soigner son image. On ne le verra pas créer un burger pour Quick ou se transformer en homme-sandwich : «J'aime l'argent, mais pas au point d'oublier ce que je suis», garantit le célibataire, qui réside dans le XVII^e arrondissement. «Dépassé par la course à la nouveauté», il n'a pas l'intention d'ouvrir son business tout de suite, malgré le chèque à cinq chiffres reçu à l'issue du concours. On l'imagine bien, dans quelques années, sous les ors d'un palace parisien. La perspective le fait évidemment rêver. Après réflexion, il dit qu'il pourrait tout aussi bien tenir «une guinguette sur la plage». Comme un filet de sécurité, pour faire redescendre la pression. ►

Par **JULIETTE DEBORDE**
Photo **ROBERTO FRANKENBERG, MODDS**